

Rapport
Financier
Semestriel
Au 30 juin
2024



Bâtir
le vivre
ensemble



SOMMAIRE

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2024	3
1. Résultats par zones géographiques	6
2. Situation financière au 30 juin 2024	11
3. Investissements industriels et cash-flow libres	11
4. Performance Climat	12
5. Perspectives 2024	12
6. Facteurs de risques	14
II. COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2024	15
1. Compte de résultat consolidé	16
2. État du résultat global consolidé	16
3. État de la situation financière consolidée	17
4. État des flux de trésorerie consolidés	18
5. État de variation des capitaux propres consolidés	19
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2024	20
III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024	65
IV. DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	67



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

AU 30 JUIN 2024

1. Résultats par zones géographiques	6
2. Situation financière au 30 juin 2024	11
3. Investissements industriels et cash-flow libres	11
4. Performance Climat	12
5. Perspectives 2024	12
6. Facteurs de risques	14

- ▼ Croissance organique du chiffre d'affaires de +4,8%
- ▼ EBITDA publié en hausse de +12,3%
- ▼ Forte progression des Etats-Unis
- ▼ Bonne dynamique des pays émergents
- ▼ EBITDA 2024 attendu en croissance de +3 à +8%

(En millions d'euros)	30 juin 2024	30 juin 2023	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	1 937	1 912	+1,3%	+4,8%
EBITDA	353	314	+12,3%	+15,6%
Taux de marge (en %)	18,2%	16,4%	+1,8 pts	
EBIT courant	188	166	+13,0%	+16,9%
Taux de marge (en %)	9,7%	8,7%	+1,0 pts	
Résultat net consolidé	115	109	+4,8%	+7,1%
Taux de marge (en %)	5,9%	5,7%	+0,2 pts	
Résultat net, part du Groupe	104	94	+10,1%	+10,2%

*à périmètre et change constants

Guy Sidos, Président-Directeur Général a déclaré :

« Le deuxième trimestre confirme la tendance amorcée au premier trimestre avec une croissance organique de près de 5%, portée par le dynamisme des marchés aux Etats-Unis et dans les pays émergents. En France, la montée en puissance des chantiers d'infrastructures en région Sud-Est devrait partiellement compenser la faiblesse du résidentiel qui affecte l'activité. La marge EBITDA du Groupe progresse au premier semestre, grâce notamment à la performance des Etats-Unis et à l'amélioration de la dynamique prix/coût sur la quasi-totalité des marchés.

Les 3 priorités du Groupe restent :

- de restaurer le taux de marge à des niveaux supérieurs à 2021 ;
- de réduire la dette nette conformément à notre objectif de désendettement 2025. Ainsi, la dette à fin 2024 devrait être à un niveau inférieur à fin 2023 ;
- d'exécuter notre feuille de route climat et ainsi de promouvoir notre gamme de ciments et de bétons décarbonés.

L'atteinte de ces objectifs va nous offrir plus de flexibilité afin de poursuivre le développement du Groupe qui s'annonce décarboné. Je tiens à remercier nos collaborateurs pour leur engagement permanent. »

Les comptes consolidés du premier semestre 2024 ont été arrêtés par le Conseil d'administration réuni le 23 juillet 2024. Les procédures de revue limitée sur les comptes consolidés ont été effectuées. L'opinion a été émise le 25 juillet 2024 sans réserve ni observation.

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe atteint 1 937 millions d'euros au premier semestre, en progression de +1,3% en base publiée. La croissance organique du chiffre d'affaires s'élève à +4,8% à périmètre et change constants. Cette performance résulte :

- D'une croissance des volumes de l'activité Ciment de +1,0 % à 14,1 millions de tonnes, contrastée sur les différents marchés du Groupe avec :
 - Un ralentissement dans les marchés européens, notamment en France, marqué par la faiblesse du secteur résidentiel ;
 - La progression des Etats-Unis grâce à la montée en puissance industrielle et commerciale de l'usine de Ragland et d'un rebond des volumes en Californie ;
 - Une bonne dynamique des pays émergents avec une hausse en Asie, à la fois en Inde et au Kazakhstan, ainsi qu'en zone Méditerranée ;
- D'un environnement prix qui reste résilient dans la plupart des marchés.

Le chiffre d'affaires du Groupe est impacté par un effet de change défavorable de -59 millions d'euros (soit -3,0%) correspondant principalement à la dépréciation des livres turque et égyptienne face à l'euro.

Le Groupe enregistre par ailleurs une variation de périmètre de -7 millions d'euros sur la période, soit -0,4%.

L'EBITDA du Groupe progresse de +12,3% au premier semestre, résultant à la fois de la progression des volumes de Ragland aux Etats-Unis, d'un écart prix / coût favorable et de l'amélioration de la performance industrielle. Ainsi, la marge EBITDA s'établit à 18,2% au premier semestre, en progression de +180 points de base. Toutefois, cette progression n'a pas encore permis de retrouver complètement le taux de marge d'avant la crise inflationniste (19,2% au premier semestre 2021). L'évolution de l'EBITDA publiée tient compte d'un effet de change et d'un effet périmètre défavorables totalisant -8 millions d'euros.

A périmètre et change constants, la hausse de l'EBITDA est caractérisée par :

- La progression de la performance des Etats-Unis, notamment grâce à l'usine Ragland qui a atteint sa capacité nominale fin 2023 et dont l'efficacité opérationnelle progresse fortement en 2024 ;
- L'amélioration des écarts prix / coûts, sur la quasi-totalité des marchés du Groupe :
 - Les coûts de l'énergie s'élèvent à 272 millions d'euros au premier semestre, en baisse de -17,6%. Ils restent cependant largement supérieurs aux niveaux de 2021 (197 millions d'euros) ;
 - L'inflation sous-jacente (frais de personnel et coûts de maintenance) continue quant à elle de progresser de +10,1% à 439 millions d'euros.
- L'amélioration des performances industrielles de l'activité Ciment avec notamment l'augmentation de l'utilisation de combustibles alternatifs, en substitution aux combustibles fossiles, qui s'établit à 36,5%, en progression de +4,5 points de pourcentage par rapport au taux de substitution à fin décembre 2023.

L'EBIT courant affiche une progression de +13,0 %, avec un taux de marge en hausse de +100 points de base.

La variation du **résultat financier** de +3 millions d'euros par rapport au 30 juin 2023 s'explique par une hausse du coût net de la dette de 5 millions d'euros compensée par une amélioration des autres produits et charges financiers de +8 millions d'euros, liée notamment à l'amélioration du résultat de change et des dividendes reçus des participations.

La charge d'impôts augmente de 17 millions d'euros par rapport à 2023. Le taux apparent s'établit à 21,7%, en augmentation significative par rapport au 30 juin 2023 (12,4%). Cette variation d'impôts s'explique par :

- Une baisse de l'impôt exigible de 12 millions qui provient principalement de l'activation et l'utilisation d'un déficit reportable pour un montant de 8 millions d'euros en Egypte.
- Une hausse de l'impôt différé de 29 millions résultant d'un produit d'impôt différé non récurrent au premier semestre 2023 pour +25 millions d'euros, à la suite d'une fusion de filiales au Brésil.

Le résultat net consolidé s'élève à 115 millions d'euros, en hausse de +7,1% à périmètre et change constants et de +4,8% en base publiée. Le taux de marge nette s'élève à 5,9%.

Le résultat net part du Groupe progresse de +10,2% à périmètre et taux de change constants et de +10,1% en base publiée pour atteindre 104 millions d'euros sur la période.

1. RESULTATS PAR ZONES GEOGRAPHIQUES

1.1. France

(En millions d'euros)	30 juin 2024	30 juin 2023	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	594	630	-5,8%	-5,8%
EBITDA	99	106	-6,8%	-6,8%
EBIT courant	45	58	-22,6%	-22,6%

*à périmètre et change constants

Au premier semestre, l'activité en **France** reste impactée par la faiblesse du marché résidentiel et le ralentissement général de l'économie. La zone affiche des résultats solides malgré un effet de base défavorable de l'activité Ciment.

Ainsi, l'activité Ciment a été affectée par une poursuite de la baisse des volumes au 2^{ème} trimestre ainsi que par une base de comparaison défavorable. En effet, l'activité en mai et juin 2023 avait été particulièrement soutenue en France et le mois de juin 2024 a compté moins de jours ouvrés que juin 2023. Il est à noter que le chantier de construction de la liaison ferroviaire Lyon-Turin, qui a marginalement contribué au premier semestre, devrait atténuer le ralentissement au second semestre 2024. Dans ce contexte, même si les hausses de prix du ciment passées au premier trimestre ont contribué positivement, le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Ciment baisse de -7,8% au premier semestre et l'EBITDA baisse de -6,4%. L'amélioration de la dynamique prix-coûts, favorisée par la baisse récente des prix de l'électricité, ne compense que partiellement la faiblesse des volumes sur le semestre.

Le ralentissement de l'activité Béton & Granulats se poursuit au premier semestre même si l'activité Granulats a bénéficié de la contribution du chantier du TELT au 2^{ème} trimestre, notamment l'accueil de déblais. Ainsi, le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats est en baisse de -7,5%, en ligne avec l'EBITDA qui recule de -10,4% au premier semestre.

Le chiffre d'affaires opérationnel ainsi que l'EBITDA de l'activité Autres Produits & Services sont stables.

1.2 Europe (hors France)

(En millions d'euros)	30 juin 2024	30 juin 2023	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	197	195	+0,8%	+2,2%
EBITDA	46	46	-0,2%	+2,7%
EBIT courant	29	29	-0,3%	+4,6%

*à périmètre et change constants

En **Europe**, l'activité progresse légèrement au premier semestre 2024, notamment grâce à l'appréciation du franc suisse face à l'euro. En **Suisse**, le chiffre d'affaires opérationnel progresse de +2,7% à périmètre et change constants et de +1,1% en base publiée.

L'activité ciment en **Suisse** reste impactée par la faiblesse du marché résidentiel et par un report des grands chantiers, notamment de travaux publics avec une baisse des volumes au premier semestre même si d'importants chantiers d'infrastructure (tunnel de Gléresse et démarrage de la rénovation du tunnel de Weissenstein) devraient soutenir l'activité au second semestre. La filiale de traitement et de valorisation des déchets, Altola, a également positivement contribué sur la période. Dans ce contexte, des augmentations de prix ont été passées au premier trimestre. Ainsi, le chiffre d'affaires opérationnel Ciment baisse de -2,0% à périmètre et change constants alors que l'EBITDA progresse marginalement de +1,6%.

Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats progresse de +3,6% à périmètre et change constants. L'EBITDA baisse de -4,4% sur la période.

Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Autres Produits & Services progresse de +7,9% à périmètre et change constants, compte tenu de la bonne dynamique de l'activité préfabrication (Vigier Rail). L'EBITDA baisse de -13,1% sur la période.

En **Italie**, le chiffre d'affaires opérationnel baisse de -1,3% à périmètre constant au premier semestre, dans un contexte de légère érosion des volumes et de hausse des prix de vente moyens. L'EBITDA progresse de +15,5% grâce notamment à la baisse des coûts de l'électricité.

1.3 Amériques

(En millions d'euros)	30 juin 2024	30 juin 2023	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	494	450	+9,6%	+9,7%
EBITDA	106	84	+26,9%	+27,0%
EBIT courant	63	45	+40,7%	+40,8%

*à périmètre et change constants

L'activité dans la **zone Amériques** progresse significativement au premier semestre 2024 grâce à la croissance des volumes aux Etats-Unis dans un environnement de prix favorable, malgré le repli de l'activité au Brésil. L'EBITDA progresse fortement grâce à la baisse des coûts de l'énergie dans les deux pays. Aux Etats-Unis, l'EBITDA s'élève à 80 millions d'euros, soit une progression de +41,9%.

Aux **Etats-Unis**, l'activité Ciment reste soutenue au premier semestre, bénéficiant d'effets de base favorables dans les deux régions. Après un premier trimestre particulièrement robuste dû à un effet de base favorable, les

volumes en Californie ont ralenti au 2^{ème} trimestre avec une demande résidentielle et commerciale moins dynamique. En revanche, les volumes à Ragland progressent fortement grâce à une production à pleine capacité, à la mise en service de nouveaux terminaux et à une demande bien orientée, notamment infrastructure et industrielle. Les retombées dans la zone Sud-Est des programmes d'infrastructure lancés en 2021 (IJA¹) ainsi que du programme de réindustrialisation du pays (IRA²) continuent de stimuler la demande. L'environnement prix reste favorable dans les deux régions et bénéficie de hausses de prix embarquées de septembre 2023 ainsi que de nouvelles hausses de prix passées au 2^{ème} trimestre 2024 en Californie. Le chiffre d'affaires opérationnel Ciment aux Etats-Unis progresse ainsi de +18,6% à périmètre et change constants. L'EBITDA s'inscrit ainsi en forte hausse à +46,0%. Cette progression résulte d'une amélioration significative des "cash costs", grâce à la baisse des prix des combustibles fossiles et à la montée en puissance de Ragland, notamment sur l'utilisation des combustibles alternatifs.

L'activité Béton aux Etats-Unis, progresse grâce à un marché dynamique à la fois en Californie, qui bénéficie d'un effet de base favorable, et dans le Sud-Est. Les prix de vente ont continué de progresser dans les deux régions. Le chiffre d'affaires opérationnel Béton aux Etats-Unis croît ainsi de +15,3% à périmètre et change constants. L'EBITDA progresse de +34,3%.

Au Brésil, l'activité Ciment enregistre une baisse des volumes et une légère érosion des prix au premier semestre. En effet, l'environnement commercial dans la région Centre-Ouest, où Ciplan est implanté, se dégrade sous l'effet d'une intensification de la concurrence. Ainsi, le chiffre d'affaires opérationnel Ciment au Brésil est en baisse à -12,0% à périmètre et change constants. L'EBITDA fléchit de -7,5%, l'effet négatif des moindres volumes étant partiellement compensé par la baisse des coûts de l'énergie et la bonne performance industrielle.

L'activité Béton & Granulats reste résiliente avec une légère érosion des volumes de granulats et de béton alors que les prix de vente ont progressé. Le chiffre d'affaires opérationnel de l'activité Béton & Granulats au Brésil progresse ainsi de +5,4% à périmètre et change constants. L'EBITDA progresse de +13,2%.

1.4 Asie (Inde et Kazakhstan)

(En millions d'euros)	30 juin 2024	30 juin 2023	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	242	233	+4,0%	+5,1%
EBITDA	46	32	+43,4%	+45,0%
EBIT courant	30	15	+96,7%	+99,2%

*à périmètre et change constants

L'activité du Groupe en **Asie** progresse dans les deux pays, la rentabilité opérationnelle se redresse fortement grâce à de solides performances en Inde.

L'activité en **Inde** progresse au premier semestre avec des volumes en hausse sensible, bénéficiant d'une demande dynamique et d'un effet de base positif. Toutefois, les volumes ont été affectés au 2^{ème} trimestre par le ralentissement de l'activité de construction à la suite des élections législatives qui ont duré d'avril à début

¹ Infrastructure Investment and Jobs Act

² Inflation Reduction Act

juin. L'amélioration des écarts prix / coûts initiée au 2^{ème} semestre 2023 a permis de regagner en compétitivité. Dans un environnement concurrentiel actif, en particulier dans les États du Sud, les prix de vente sont en baisse sur la période. Au premier semestre, le chiffre d'affaires opérationnel en Inde progresse de +5,4% à périmètre et change constants. L'EBITDA croît de +69,6% et s'explique par une amélioration des "cash costs" liée à la baisse des prix des combustibles fossiles, à la hausse de l'utilisation des combustibles de substitution, et à un strict contrôle des coûts.

L'activité au **Kazakhstan** progresse au premier semestre malgré le ralentissement de la croissance du marché domestique. Les volumes sont en hausse sur la période bénéficiant d'une base de comparaison favorable et de l'exposition du Groupe à la région la plus dynamique d'Almaty. Les prix sont néanmoins en baisse sur la période dans un contexte concurrentiel plus tendu et le chiffre d'affaires opérationnel au Kazakhstan croît de +4,1% à périmètre et change constants. L'EBITDA est en baisse de -67,8% en raison de surcoûts logistiques ainsi qu'à une hausse des coûts de l'énergie (électricité & combustibles fossiles dont les prix sont décorrélés des marchés internationaux).

1.5 Méditerranée (Turquie et Égypte)

(En millions d'euros)	30 juin 2024	30 juin 2023	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	214	196	+9,3%	+39,1%
EBITDA	25	21	+19,8%	+57,6%
EBIT courant	12	12	+3,0%	+41,2%

*à périmètre et change constants

L'activité du Groupe en **Méditerranée** progresse avec une croissance plus modérée des volumes en Turquie et grâce à des opportunités d'exportation au départ d'Égypte. La contribution de la zone au chiffre d'affaires consolidé est toujours impactée par la forte dépréciation des devises turque et égyptienne face à l'euro sur la période. L'activité en Turquie reste marquée par un contexte d'hyperinflation persistante.

Après un premier trimestre très dynamique, l'activité Ciment **en Turquie** a été impactée par une baisse des volumes au 2^{ème} trimestre liée à des effets calendaires (période du Ramadan en avril et la fête de l'Aïd en juin) et à un ralentissement de l'activité de construction pendant la période électorale. Les prix de vente progressent sensiblement au premier semestre, mais n'ont que partiellement compensé les effets de l'inflation sur les coûts de production. En conséquence, le chiffre d'affaires opérationnel Ciment en Turquie croît de +21,1% (+50,4% à périmètre et change constants). L'EBITDA recule quant à lui de -35,6% (-20,0% à périmètre et change constants), les hausses de prix n'ayant que très partiellement compensées les effets de l'inflation (salariale et énergétique) sur les coûts de production.

L'activité Béton & Granulats, en Turquie, progresse au premier semestre grâce à une légère croissance des volumes de béton, notamment au premier trimestre, et à une hausse des prix de vente. Le chiffre d'affaires opérationnel croît ainsi de +56,2% (+94,1% à périmètre et change constants). En revanche, l'EBITDA baisse de -50,6% (-38,6% à périmètre et change constants). De même, les hausses de prix n'ont que très partiellement compensé l'inflation (salariale et énergétique) sur les coûts de production.

L'activité Ciment en **Égypte** est marquée par un marché domestique atone avec des volumes en contraction, qui ont été plus que compensés par une croissance des volumes ciment et clinker à l'export vers les zones Méditerranée et Afrique. Les prix domestiques ont progressé au premier semestre pour tenir compte des effets de l'inflation importée dans un contexte de marché régulé par les autorités. Ainsi, le chiffre d'affaires

opérationnel Ciment en Egypte progresse de +13,6% à périmètre et change constants. L'EBITDA progresse de +298%.

1.6 Afrique (Sénégal, Mali, Mauritanie)

(En millions d'euros)	30 juin 2024	30 juin 2023	Variation publiée	Variation à pcc*
Chiffre d'affaires consolidé	196	208	-5,4%	-4,4%
EBITDA	32	26	+20,9%	+23,5%
EBIT courant	9	7	+18,1%	+21,9%

*à périmètre et change constants

L'activité du Groupe au premier semestre en **Afrique** a souffert des interruptions de production d'électricité au Mali au premier trimestre et d'une contraction de l'activité au Sénégal.

L'activité Ciment au **Sénégal** a été résiliente avec des volumes et des prix en légère baisse au premier semestre. En effet, la décision du gouvernement de supprimer la taxe parafiscale sur le ciment, afin de redonner du pouvoir d'achat aux ménages, à partir du 1^{er} juillet a eu un impact négatif sur la consommation du mois de juin. La production devrait rester contrainte jusqu'à la mise en service du nouveau four dont le démarrage est prévu à fin 2024. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires opérationnel Ciment au Sénégal a baissé de -3,9% à périmètre constant. L'EBITDA se redresse de +38,6% avec un taux de marge sur chiffre d'affaires opérationnel en progression de +4,5 points de pourcentage. Cette progression résulte principalement de la baisse des coûts de l'énergie, de l'augmentation du taux de combustibles alternatifs et de l'amélioration de la performance industrielle.

Le chiffre d'affaires opérationnel Granulats au Sénégal baisse de -7,2% au premier semestre à la suite d'aléas opérationnels aujourd'hui résolus qui ont impacté l'activité au 2^{ème} trimestre. Par ailleurs, les audits des grands chantiers de travaux publics lancés par le nouveau gouvernement ont négativement affecté l'activité au deuxième trimestre. L'EBITDA recule de -17,5% à la suite d'une augmentation des coûts de maintenance.

L'activité Ciment au **Mali** a été fortement perturbée par des problèmes de disponibilité d'électricité au premier trimestre qui ont été résolus. En conséquence, le chiffre d'affaires opérationnel baisse de -4,1%. L'EBITDA recule de -16,8% sous l'effet de la baisse des prix de vente et à des surcoûts liés à l'électricité.

Le chiffre d'affaires opérationnel Ciment en **Mauritanie** progresse de +4,6% à périmètre et change constants grâce à une progression des volumes. L'EBITDA croit de +44,6% grâce à une amélioration du coût des intrants.

2. SITUATION FINANCIERE AU 30 JUIN 2024

(En millions d'euros)	30 juin 2024	31 déc.2023	30 juin 2023
Endettement brut	2 088	1915	2055
Trésorerie	(523)	(493)	(463)
Endettement net (hors option)	1 565	1422	1592
EBITDA (12 mois glissant)	779	740	616
Ratio de "leverage"	2,01x	1,92x	2,59x

Au 30 juin 2024, le Groupe maintient une structure financière solide avec des capitaux propres importants et un endettement net en baisse de 27 millions d'euros sur 1 an. Le ratio de *leverage* est de 2,01x (contre 2,59x au 30 juin 2023).

Les contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers. Compte tenu du niveau de l'endettement net et de la liquidité du bilan du Groupe, l'existence de ces "covenants" ne constitue pas un risque sur la situation financière du Groupe.

Le Groupe dispose de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les NEU CP pour un montant de 399 millions d'euros au 30 juin 2024 (433 millions d'euros au 30 juin 2023).

3. INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS ET CASH FLOWS LIBRES

Au premier semestre 2024, le total des investissements industriels net décaissés s'élève à 186 millions d'euros, contre 143 millions d'euros au 30 juin 2023 y compris des décaissements liés aux investissements stratégiques du Groupe, dont le nouveau four du Sénégal. Le Groupe réitère son objectif d'investissements industriels net décaissés à 325 millions d'euros pour l'exercice 2024.

Sur cette base, les cash-flows libres s'élèvent à -23 millions d'euros, contre 61 millions au 30 juin 2023. Cette détérioration des cash-flows libres résulte de la saisonnalité du besoin en fonds de roulement et de l'investissement industriels. En effet, la variation du besoin en fonds de roulement devrait contribuer positivement au second semestre.

4. PERFORMANCE CLIMAT

	30 juin 2024	31 déc. 2023	Variation	Objectifs 2030
Émissions spécifiques directes (kg de CO ₂ net / tonne de ciment équivalent)	575	588	-2,2%	497
Émissions spécifiques directes en Europe (kg de CO ₂ net / tonne de ciment équivalent)	501	501	-	430
Taux de combustibles de substitution (%)	36,5%	32,0%	+4,5pts	50,0%
Taux de Clinker (%)	76,4%	76,8%	-0,4pts	69,0%

La performance climat du Groupe progresse au 30 juin sur l'ensemble des indicateurs, et ce dans la plupart des régions du Groupe. Aux Etats-Unis, le passage au ciment de type 1L a contribué à l'amélioration du facteur clinker. Le taux de combustibles de substitution a fortement progressé aux Etats-Unis, grâce à la nouvelle usine de Ragland, ainsi qu'en Inde.

Le groupe Vicat réitère sa feuille de route climat et son objectif 2030 de réduire ses émissions spécifiques directes à 497 kg de CO₂ net par tonne de ciment équivalent et à 430 kg de CO₂ net par tonne de ciment équivalent en Europe. Cet objectif est uniquement basé sur les technologies actuelles et éprouvées et n'intègre pas de technologie de rupture telle que la capture du CO₂ et le stockage / utilisation.

En France, grâce à une offre DECA complète et adaptée aux besoins de décarbonation de nos clients, les ventes de solutions Bas-Carbone ont plus que doublé au cours des douze derniers mois. A fin juin 2024, la part de ces solutions décarbonées a représenté 14% des ventes de l'activité Ciment en France.

5. PERSPECTIVES 2024

En 2024, le Groupe s'attend à **une croissance limitée de son chiffre d'affaires**, soutenue par la croissance aux Etats-Unis, par la résilience des marchés émergents, et ce compte tenu de la faiblesse du secteur résidentiel en Europe.

Grâce à la performance enregistrée au premier semestre, le Groupe ajuste son objectif d'EBITDA pour l'ensemble de l'année et vise désormais :

Une progression de l'EBITDA 2024 comprise entre 3 et 8%

Cet objectif tient compte de la progression des gains opérationnels de l'usine de Ragland, d'un reflux de l'inflation des coûts énergétiques sur la période et d'un effet de base moins favorable au second semestre sur la plupart des régions du Groupe.

En 2024, les **investissements industriels net décaissés** du Groupe devraient s'établir à environ 325 millions d'euros. La progression de l'EBITDA, la maîtrise du besoin en fonds de roulement ainsi que la discipline en matière d'investissements permettront une nouvelle réduction de l'endettement net du Groupe.

Ainsi, le Groupe se fixe pour objectif de réduire le ratio de *leverage* à un niveau inférieur à 1,7x à fin 2024 et confirme son objectif moyen terme de moins de 1,3x à horizon 2025.

Perspectives par pays :

En **France**, l'activité pâtit d'un ralentissement marqué de la construction résidentielle, qui devrait partiellement être compensé par la demande du segment infrastructure au second semestre. En effet, le démarrage progressif d'un grand chantier d'infrastructure ferroviaire en région Sud-Est devrait soutenir l'activité future.

En **Europe (hors France)**, les volumes se stabilisent progressivement sur un point bas dans un contexte de prix résilient.

Aux **Etats-Unis**, le développement des ventes dans le Sud-Est devrait se poursuivre grâce aux nouvelles capacités apportées par le nouveau four de Ragland et par l'utilisation des nouveaux terminaux. La progression des combustibles de substitution et la généralisation du ciment de type « 1L » moins consommateur de clinker devrait soutenir l'amélioration de la marge.

Au **Brésil**, compte tenu d'un marché concurrentiel, les résultats sont attendus en légère baisse et devraient bénéficier de l'amélioration de la performance industrielle.

En **Inde**, dans un marché en croissance, l'activité devrait continuer de croître malgré un effet de base moins favorable au 2^{ème} semestre. L'intensité concurrentielle dans les Etats du Sud du pays devrait néanmoins négativement peser sur les prix. Les résultats restent favorablement orientés grâce à l'amélioration de la performance industrielle, notamment l'augmentation des combustibles alternatifs, ainsi que de la baisse des coûts de l'énergie.

Au **Kazakhstan**, l'intensification du contexte concurrentiel devrait peser sur les prix alors que la saturation de l'outil industriel limite la hausse des volumes.

En **Turquie**, le contexte macroéconomique devrait rester dominé par l'inflation et la faiblesse de la livre turque. Malgré une base de comparaison moins favorable au second semestre, l'activité devrait rester bien orientée. La rentabilité dépendra en grande partie de la capacité à poursuivre la hausse des prix pour couvrir la forte inflation des coûts.

En **Égypte**, le marché domestique devrait rester peu dynamique dans un contexte concurrentiel régulé par les pouvoirs publics. Une forte hausse des volumes exportés devrait permettre une forte amélioration des résultats.

En **Afrique de l'Ouest**, l'activité restera contrainte jusqu'au démarrage du four 6 dans un contexte de prix régulés par le gouvernement. Les niveaux d'activité et de résultats sont néanmoins attendus en progression compte tenue d'un marché toujours dynamique et d'une meilleure performance de l'outil de production actuel.

6. FACTEURS DE RISQUES

Les facteurs de risques qui pourraient concerner le Groupe au cours des prochains mois sont similaires à ceux identifiés dans le chapitre 2 du Document d'enregistrement universel 2023 déposé le 11 mars 2024 auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D24-0093.



COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2024

1. Compte de résultat consolidé	16
2. État du résultat global consolidé	16
3. État de la situation financière consolidée	17
4. État des flux de trésorerie consolidés	18
5. État de variation des capitaux propres consolidés	19
6. Annexe aux comptes consolidés du 30 juin 2024	20

Compte de résultat consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Chiffre d'affaires	4	1 937 290	1 912 294
Achats consommés		(1 267 078)	(1 296 329)
Charges de personnel	5	(301 808)	(279 802)
Impôts, taxes et versements assimilés		(37 485)	(34 621)
Autres produits et charges ordinaires	6	22 240	12 926
EBITDA		353 159	314 469
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	6	(165 387)	(148 227)
EBIT courant		187 773	166 243
Produits et charges non ordinaires	7	7 496	(4 842)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	7	(9 987)	(352)
Résultat d'exploitation		185 282	161 049
Coût de l'endettement financier net		(29 959)	(24 523)
Autres produits financiers		23 489	20 916
Autres charges financières		(32 683)	(38 055)
Résultat financier	8	(39 153)	(41 662)
Quote-part dans les résultats des sociétés associées		198	4 706
Résultat avant impôt		146 327	124 093
Impôts sur les résultats	9	(31 772)	(14 771)
Résultat net consolidé		114 556	109 322
Part attribuable aux intérêts minoritaires		11 017	15 274
Part attribuable au Groupe		103 539	94 048
Résultat net part du Groupe de base et dilué par action (en euros)		2,31	2,09

État du résultat global consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Résultat net consolidé	114 556	109 322
Autres éléments non recyclables au compte de résultat :		
Réévaluation du passif net au titre des prestations définies	7 243	(2 690)
Autres éléments non recyclables au compte de résultat	(153)	
Impôt sur les éléments non recyclables	(1 866)	665
Autres éléments recyclables au compte de résultat :		
Ecarts de conversion	(32 801)	(65 128)
Couverture des flux de trésorerie	(266)	9 551
Impôt sur les éléments recyclables	(3 431)	1 208
Autres éléments du résultat global (après impôt)	(31 274)	(56 394)
Résultat global	83 282	52 928
Part attribuable aux intérêts minoritaires	7 076	10 107
Part attribuable au Groupe	76 206	42 821

État de la situation financière consolidée

Actif

(en milliers d'euros)	Notes	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Goodwill	10.1	1 172 142	1 185 026
Autres immobilisations incorporelles	10.2	163 417	174 173
Immobilisations corporelles	10.3	2 661 441	2 582 394
Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	10.4	184 688	185 416
Immeubles de placement		29 156	30 706
Participations dans des entreprises associées		97 593	84 861
Actifs d'impôts différés		120 164	112 229
Créances et autres actifs financiers non courants	11	243 111	241 811
Total des actifs non courants		4 671 714	4 596 617
Stocks et en-cours	12.1	566 400	568 705
Clients et autres débiteurs	12.2	584 512	491 986
Actifs d'impôts exigibles		9 142	3 092
Autres créances		186 757	193 487
Actifs destinés à être cédés		11 218	16 910
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	522 931	493 547
Total des actifs courants		1 880 959	1 767 728
TOTAL DE L'ACTIF		6 552 672	6 364 344

Passif

(en milliers d'euros)	Notes	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Capital		179 600	179 600
Primes		11 207	11 207
Auto-contrôle		(33 460)	(41 891)
Réserves consolidées		3 288 056	3 230 128
Réserves de conversion		(679 243)	(646 331)
Capitaux propres part du Groupe		2 766 159	2 732 713
Intérêts minoritaires		289 889	285 157
Total capitaux propres	14	3 056 049	3 017 870
Provisions retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	15.1	84 425	88 045
Autres provisions supérieures à un an	15.2	139 495	134 286
Dettes financières et options de vente	16.1	1 692 046	1 416 572
Obligations locatives supérieures à un an	16.1	156 316	155 718
Impôts différés passifs		286 218	273 349
Autres passifs non courants		17 334	18 696
Total des passifs non courants		2 375 835	2 086 665
Autres provisions inférieures à un an	15.2	17 054	21 943
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	16.1	229 147	335 956
Obligations locatives à moins d'un an	16.1	44 992	45 153
Fournisseurs et autres créditeurs	17	499 323	503 490
Passifs d'impôts exigibles		18 784	18 522
Autres dettes		311 487	334 745
Total des passifs courants		1 120 788	1 259 810
Total des passifs		3 496 623	3 346 474
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		6 552 672	6 364 344

État des flux de trésorerie consolidés

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	30 Juin 2024	30 Juin 2023
<u>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</u>			
Résultat net consolidé		114 556	109 322
Quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		(5 777)	(4 706)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		3 456	2 465
Charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Ajustements pour dotations aux amortissements et provisions		172 476	154 010
- impôts différés		1 773	(27 316)
- plus ou moins values de cession		(2 147)	(2 559)
- gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		1 473	1 976
- autres		6 895	5 578
Capacité d'autofinancement		292 704	238 766
Variation du besoin en fonds de roulement		(116 112)	(24 086)
Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles (1)	18.1	176 592	214 680
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</u>			
Décaissements liés à des acquisitions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		(193 505)	(147 159)
- immobilisations financières		(12 051)	(9 480)
Encaissements liés à des cessions d'immobilisations :			
- immobilisations corporelles et incorporelles		7 640	3 329
- immobilisations financières		1 719	0
Incidence des variations de périmètre		(3 758)	(346)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement	18.2	(199 955)	(153 656)
<u>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</u>			
Dividendes versés		(97 060)	(86 250)
Emissions d'emprunts	16	370 880	182 725
Remboursements d'emprunts	16	(177 816)	(158 931)
Remboursements des dettes locatives	16	(26 566)	(24 987)
Acquisitions d'actions propres		(9 293)	(7 274)
Cessions d'actions propres		12 133	9 943
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		72 277	(84 773)
Incidence des variations de cours des devises		6 628	(11 622)
Variation de la trésorerie		55 542	(35 372)
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à l'ouverture	13	439 232	471 347
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets à la clôture	13	494 774	435 977

(1) :

- Dont flux de trésorerie provenant des impôts sur le résultat : (33) millions d'euros au 30 juin 2024 et (23,8) millions d'euros au 30 juin 2023.

- Dont flux de trésorerie provenant des intérêts décaissés et encaissés : (30,3) millions d'euros au 30 juin 2024 dont (5,5) millions d'euros au titre des frais financiers sur contrats IFRS16 et (22,5) millions d'euros au 30 juin 2023 dont (4,9) millions d'euros au titre des frais financiers sur contrats IFRS16.

État de variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'euros)	Capital	Primes	Auto - contrôle	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 1er Janvier 2023	179 600	11 207	(47 097)	3 003 393	(558 838)	2 588 265	274 529	2 862 794
Résultat annuel				94 048		94 048	15 274	109 322
Autres éléments du résultat global				(6 805)	(44 422)	(51 227)	(5 167)	(56 394)
<i>Résultat global</i>				87 243	(44 422)	42 821	10 107	52 928
Dividendes distribués				(73 233)		(73 233)	(15 033)	(88 266)
Variation nette des actions propres			5 443	(2 832)		2 611		2 611
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires				(306)		(306)		(225)
Réserves hyperinflation				20 251		20 251	2 454	22 705
Autres variations				777		777	(36)	741
Au 30 Juin 2023	179 600	11 207	(41 654)	3 035 293	(603 260)	2 581 186	272 102	2 853 288
Au 1er Janvier 2024	179 600	11 207	(41 891)	3 230 128	(646 331)	2 732 713	285 157	3 017 870
Résultat annuel				103 539		103 539	11 017	114 556
Autres éléments du résultat global				5 579	(32 912)	(27 333)	(3 941)	(31 274)
<i>Résultat global</i>				109 118	(32 912)	76 206	7 076	83 282
Dividendes distribués				(88 976)		(88 976)	(8 350)	(97 326)
Variation nette des actions propres			8 431	(4 700)		3 731		3 731
Variations de périmètre et acquisitions complémentaires				(1 175)		(1 175)	351	(824)
Réserves hyperinflation				43 109		43 109	5 653	48 762
Autres variations				552		552	2	554
Au 30 Juin 2024	179 600	11 207	(33 460)	3 288 056	(679 243)	2 766 159	289 889	3 056 049

Les réserves de conversion Groupe se ventilent comme suit par devises au 30 juin 2024 et 2023 :

(en milliers d'euros)	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Dollar américain	71 528	61 318
Franc suisse	266 420	256 496
Livre turque	(456 920)	(422 996)
Livre égyptienne	(133 836)	(117 128)
Tengué kazakh	(121 722)	(117 531)
Ouguiya mauritanien	(12 151)	(4 486)
Réal brésilien	(82 632)	(49 251)
Roupie indienne	(209 930)	(209 682)
TOTAL	(679 243)	(603 260)

Principes comptables généraux et périmètre de consolidation

Note 1	Principes comptables généraux
Note 2	Principes comptables relatifs au périmètre de consolidation
Note 3	Faits marquants

Compte de résultat consolidé

Note 4	Chiffre d'affaires
Note 5	Charges de personnel
Note 6	Autres produits, charges et dotations ordinaires
Note 7	Produits, charges et dotations non-ordinaires
Note 8	Résultat financier
Note 9	Impôts sur les résultats

Etat de la situation financière consolidée

Note 10	Immobilisations corporelles et incorporelles
Note 11	Créances et autres actifs non-courants
Note 12	Actifs circulants
Note 13	Equivalents de trésorerie et trésorerie nette
Note 14	Capital social
Note 15	Provisions
Note 16	Endettement net et instruments financiers
Note 17	Fournisseurs et autres dettes
Note 18	Flux de trésorerie

Informations sectorielles

Autres informations

Note 19	Transactions avec les entreprises liées
Note 20	Événements postérieurs à la clôture
Note 21	Principales sociétés consolidées au 30 juin 2024

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRAUX

1.1 Déclaration de conformité

Conformément au règlement européen n° 1606 / 2002 du Parlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les états financiers consolidés de Vicat sont établis, depuis le 1^{er} janvier 2005 conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne. Les normes retenues comme principes comptables de référence sont celles applicables à la date du 30 juin 2024. Les normes et interprétations publiées par l'IASB, mais non encore entrées en vigueur au 30 juin 2024 n'ont pas été appliquées par anticipation dans les comptes consolidés du Groupe à la clôture.

Les comptes consolidés du 30 juin ont été préparés conformément à IAS 34 "Information financière intermédiaire". S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers consolidés et doivent donc être lus en relation avec ceux établis conformément au référentiel IFRS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Les comptes consolidés du 30 juin 2024 présentent des informations comparatives pour l'exercice antérieur, établies selon le même référentiel IFRS à l'exception des évolutions normatives mentionnées ci-après, qui n'avaient pas été appliquées par anticipation par le Groupe et qui sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2024.

Nouvelles normes applicables à compter du 1^{er} janvier 2024

Plusieurs nouveaux textes sont d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2024 parmi lesquels :

- Amendement IAS 1 - Présentation des états financiers : Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants ;
- Amendements IAS 7 et IFRS 7 : Accord de financement de fournisseurs ;
- Amendement IFRS16 : Passif de location relatif à une cession-bail.

Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2024.

La publication de la loi du 22 avril 2024 en France impose désormais des nouvelles règles légales sur l'acquisition de droits à congés payés pendant un arrêt maladie et sur la prise de ces congés. Ce texte, qui prévoit que les salariés en arrêt de travail continuent d'acquérir des congés payés, quelle que soit l'origine de la maladie ou de l'accident, fait suite aux arrêts de la Cour de cassation du 13 septembre 2023.

Les nouvelles dispositions concernent principalement i) l'acquisition de droits à congés payés pendant un arrêt maladie, ii) la suppression de la limite d'un an pour acquérir des droits à congés en cas d'accident du travail, iii)

la fixation d'une période de report pour les congés non pris du fait d'un arrêt de travail, et iv) l'obligation d'information de l'employeur en cas de report. Notre analyse ne montre pas d'impact significatif pour les comptes du Groupe au 30 juin 2024.

Enfin, concernant l'imposition minimale mondiale des groupes d'entreprises multinationales et des groupes nationaux (Pilier II) introduite dans la législation française par la loi de finances pour 2024, le Groupe continue à bénéficier au 30 juin 2024 de l'exemption temporaire introduite par l'amendement IAS 12 – Réforme fiscale internationale, liée à la comptabilisation des impôts différés au titre de Pilier II.

Le Groupe se prévaut des régimes de protection prévus par la loi qui permettent, à l'aide de tests effectués notamment à partir des données de la déclaration pays par pays, de réputer que l'impôt complémentaire est égal à 0. Ainsi, au vu des premiers calculs effectués sur l'exercice 2024, le Groupe ne devrait pas avoir à acquitter d'impôt complémentaire au titre de l'exercice 2024.

Ces comptes ont été arrêtés et approuvés par le Conseil d'Administration le 23 juillet 2024.

1.2 Base de préparation des états financiers

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros.

L'état du résultat global consolidé est présenté par nature en deux tableaux distincts : le compte de résultat et les autres éléments du résultat global.

Les postes de l'état de la situation financière consolidée sont présentés selon la classification actifs courants / actifs non courants et passifs courants / passifs non courants, en fonction de leur exigibilité (correspondant d'une manière générale aux échéances inférieures ou supérieures à un an).

L'état des flux de trésorerie est présenté selon la méthode indirecte.

Les états financiers ont été établis selon la convention du coût historique, à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à la juste valeur : les instruments financiers dérivés, les actifs détenus à des fins de transaction, les actifs disponibles à la vente, la part des actifs et passifs faisant l'objet d'une opération de couverture et les actifs et passifs non monétaires concernés par IAS 29 - "Information financière dans les économies hyperinflationnistes".

Les principes et méthodes comptables exposés ci-après ont été appliqués de manière permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

L'établissement des comptes consolidés selon les normes IFRS implique qu'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses ayant une incidence directe sur les états financiers soient faites par la direction du Groupe. Ces estimations reposent sur la continuité de l'exploitation et sont établies en fonction des éléments disponibles à la date de leur réalisation. Elles concernent principalement les hypothèses retenues pour :

- l'évaluation des provisions (note 15),
- l'évaluation des options de vente consenties à des tiers sur actions de filiales consolidées (note 16),

- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur et l'exposition au risque de crédit (note 16),
- l'évaluation des impôts différés actifs, et en particulier de la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs suffisants pour les imputer (note 9),
- les estimations des actifs et passifs d'une activité dans le cadre des regroupements d'entreprise (note 10.1),
- les évaluations retenues pour la réalisation des tests de perte de valeur (notes 10.1),
- la définition du traitement comptable à appliquer en l'absence de norme (note 12.1 relatives aux quotas d'émission),
- la définition de certains contrats de location, la détermination de leur durée (période exécutoire), en particulier la qualification des périodes de renouvellement comme étant raisonnablement certaines ou pas, ainsi que la détermination des taux d'actualisation y afférents (note 10.4).

Les estimations et hypothèses sont revues régulièrement, dès que les circonstances le justifient, à minima à chaque clôture, et les éléments concernés des états financiers sont actualisés en conséquence.

Incidences des risques climatiques sur les états financiers

Les risques climatiques supportés par le Groupe sont principalement des risques de transition. En effet, du fait de l'intensité énergétique de son activité, le Groupe est émetteur de gaz à effet de serre. A cet égard, le Groupe s'engage au quotidien dans une transition écologique et environnementale avec pour objectif une réduction progressive de ses émissions de CO₂ des scopes 1, 2 et 3, avec l'ambition d'atteindre la neutralité carbone sur l'ensemble de sa chaîne de valeur à horizon 2050. Cet engagement de transition se reflète intégralement dans la planification stratégique du Groupe afin de faire évoluer ses moyens de production (outils et process) et d'orienter ses positionnements de marché (avec le développement de nouveaux produits ou services innovants).

Vicat peut également être exposé sur certains de ses sites de production aux risques physiques liés au changement climatique qui pourraient se manifester par la survenance d'évènements météorologiques extrêmes. Ce type d'évènement (dont la fréquence peut varier) pourrait d'une part porter atteinte à l'intégrité des sites et d'autre part perturber les opérations des filiales concernées.

Les risques de transition (qu'elle soit initiée par le Groupe ou imposée pour certaines de ses filiales par le cadre réglementaire) ou les risques physiques correspondants peuvent avoir des incidences sur les états financiers du Groupe. Ces risques sont identifiés et évalués à chaque clôture afin de retranscrire de la manière la plus fidèle possible leurs impacts dans les états financiers :

- Les émissions de Gaz à effet de serre :

Depuis le 1er janvier 2005, les grands établissements industriels européens sont autorisés à acheter et à vendre des quotas d'émissions de gaz à effet de serre. Ce système, reposant sur la Directive ETS (Emissions Trading Scheme), permet aux entreprises dépassant leurs plafonds d'émissions d'acheter des quotas et contribue à atteindre les objectifs de l'UE dans le cadre du protocole de Kyoto. La législation qui régit ces émissions de CO₂ réduit progressivement les quotas alloués gratuitement tout en élargissant le périmètre des installations industrielles qui y sont soumises. Au 30 juin 2024, le Groupe dispose d'un solde de quotas de 4 346 milliers de

tonnes, non valorisés dans le bilan (pour une valeur de marché de 293 millions d'euros) qu'il entend conserver pour faire face à ses besoins de restitutions des années à venir. Des réglementations sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre sont en développement dans plusieurs autres pays, avec des systèmes parfois équivalents au système ETS, comme en Californie aux Etats-Unis. Le Groupe appelle de ses vœux la mise en place de réglementations applicables à l'ensemble des acteurs, sur les différents marchés où il opère, pour favoriser une action énergétique de réduction des émissions tout en permettant la facturation des coûts correspondants aux clients. Toutefois, la diminution des allocations gratuites de quotas, la hausse des prix de ces derniers, ou bien l'impossibilité de répercuter ces coûts dans les prix de vente, pourraient à terme avoir un impact sur les états financiers du Groupe (si le recours à l'achat de quotas payants ne pouvait pas être répercuté dans le prix de vente).

- L'évaluation des immobilisations :

La transition climatique entreprise par le Groupe sur l'ensemble de sa chaîne de valeur s'accompagne d'investissements ciblés d'ici à 2050.

Ces nouveaux investissements ainsi que l'émergence de nouvelles technologies et l'obsolescence de certaines autres pourraient avoir une incidence sur l'estimation de la durée d'utilité ou la valeur résiduelle d'un actif qui se traduirait dans les comptes par une dépréciation ou une mise à jour des plans d'amortissement. A ce jour, le Groupe n'a constaté aucune rupture technologique ou réglementaire ayant un effet significatif sur la valeur résiduelle ou la durée d'utilité des immobilisations. Les risques physiques liés aux aléas climatiques pourraient se traduire principalement par des dommages sur nos installations et par des coûts de remise en état.

- L'évaluation des stocks :

La transition climatique pourrait engendrer l'obsolescence de certains stocks ou générer de nouveaux coûts de production. Si la valeur nette de réalisation devenait inférieure à la valeur comptable des stocks, le Groupe pourrait être amené à constater une dépréciation. La rotation rapide des principaux éléments constituant les stocks du Groupe nous permet d'exclure le risque d'obsolescence de ces derniers sans pour autant exclure d'éventuelles dépréciations ou pertes liées aux risques physiques imputables à des aléas climatiques.

- L'évaluation des provisions :

Les provisions présentées dans les états financiers consolidés répondent aux obligations et législations actuelles des différentes géographies où opère le Groupe y compris celles relatives aux enjeux climatiques. Ces évaluations sont revues périodiquement afin de prendre en compte toutes les nouvelles obligations liées aux enjeux climatiques.

- Les tests de dépréciation des Goodwills :

Le Groupe s'assure que les hypothèses retenues pour ces tests tiennent bien compte de toutes les obligations réglementaires connues liées au climat et des conséquences qu'elles peuvent entraîner sur les flux de trésorerie futurs dans le respect de la méthodologie imposée par la norme IAS 36 (chiffre d'affaires, coûts, investissements, etc...).

Les flux financiers sont mis à jour avec les impacts connus des technologies de décarbonation qui seront mises en place, les impacts envisagés sur l'évolution des prix de vente et la consommation des quotas de CO2 stockés depuis plusieurs années dans les pays du Groupe soumis à réglementation carbone (France, Suisse, Italie, Californie). Au-delà de 2030, il est pour le moment plus difficile pour le Groupe d'estimer les technologies qui

seront mises en place pour décarboner ses activités, les changements réglementaires envisagés sur ses différents marchés, et les impacts sur ses clients. Les hypothèses des flux de trésorerie sont donc estimées au mieux des connaissances à aujourd'hui de ces éléments, l'hypothèse principale étant que le marché acceptera à terme un complément de prix carbone des matériaux de construction à base de ciment dans les pays soumis à réglementation climatique destiné à compenser les éventuels coûts additionnels.

NOTE 2 - PRINCIPES COMPTABLES RELATIFS AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 Principes de consolidation

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la société acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les résultats des sociétés acquises ou cédées en cours d'exercice sont retenus dans le compte de résultat consolidé pour la période postérieure ou antérieure, selon le cas, à la date d'acquisition ou de cession.

La consolidation est réalisée à partir des comptes semestriels des sociétés arrêtés au 30 juin et retraités, s'il y a lieu, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe. Les soldes et toutes les transactions internes sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le groupe Vicat a le pouvoir de contrôle, seul, directement ou indirectement, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur une entité,
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité,
- et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Par ailleurs, le Groupe apprécie le contrôle exercé sur une entité chaque fois que des faits et circonstances indiquent qu'un élément d'appréciation du contrôle est modifié.

Coentreprises et Entreprises associées

Les coentreprises, dont le contrôle est partagé et qui peuvent faire l'objet d'une exploitation en commun par un nombre limité d'actionnaires et les entreprises associées, participations sur lesquelles Vicat exerce une influence notable, sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. La quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence est présentée sur deux lignes distinctes du compte de résultat.

Le résultat des sociétés mises en équivalence dont l'activité principale est le prolongement de l'activité opérationnelle du Groupe est présenté dans le résultat opérationnel sur la ligne "Autres produits et charges ordinaires" et pour les autres mises en équivalence, leur résultat est regroupé sur la ligne "quote-part dans les résultats des sociétés mises en équivalence" dans le résultat avant impôts.

Les goodwill dégagés lors de l'acquisition de ces participations sont présentés sur la ligne "participations dans des entreprises associées".

Lorsque le contrôle conjoint est avéré et que la forme légale du véhicule juridique établit une transparence entre le patrimoine des coparticipants et celui du partenariat, la coentreprise est qualifiée d'activité conjointe. Ce type de partenariat est alors comptabilisé dans les comptes du Groupe ligne à ligne à hauteur de sa quote-part effective.

La liste des principales sociétés consolidées au 30 juin 2024 figure dans la note 21.

2.2 Regroupement d'entreprises

A compter du 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés en application des normes IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises" et IAS 27 révisée "Etats financiers consolidés et individuels". Ces normes étant d'application prospective, elles sont sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} janvier 2010

Ils sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les *goodwills* (cf. note 10.1) issus des regroupements d'entreprises effectués à compter du 1^{er} janvier 2004 sont évalués dans la devise de l'entreprise acquise. En application de l'option offerte par IFRS 1, les regroupements d'entreprises réalisés avant la date de transition du 1^{er} janvier 2004 n'ont pas été retraités et les goodwill y afférents ont été maintenus pour leur valeur nette figurant au bilan établi selon les principes français au 31 décembre 2003.

En cas d'excédent de la quote-part d'intérêts dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis par rapport au coût ("goodwill négatif"), la totalité de cet excédent résiduel est constatée dans le résultat de l'exercice d'acquisition, sauf en cas d'acquisition d'intérêts minoritaires d'une entreprise déjà intégrée globalement, pour lesquels cet excédent est constaté dans les capitaux propres.

Les valeurs des actifs et passifs acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises doivent être déterminées de manière définitive dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition. Ces valeurs peuvent donc faire l'objet d'ajustements lors des clôtures de comptes intervenant durant ce délai.

Les intérêts minoritaires sont évalués sur la base de leur quote-part dans la juste valeur des actifs nets acquis.

Lorsque le regroupement s'effectue par achats successifs, chaque transaction significative est traitée séparément et donne lieu à une évaluation des actifs et passifs acquis et à la détermination d'un *goodwill*.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010

La norme IFRS 3 révisée "Regroupements d'entreprises", d'application obligatoire pour les regroupements réalisés à compter du 1^{er} janvier 2010, a introduit principalement les modifications suivantes par rapport à la précédente norme IFRS 3 (avant révision) :

- la détermination du goodwill en une seule fois, lors de la prise de contrôle. Le Groupe a alors le choix, pour chaque regroupement d'entreprise, lors de la prise de contrôle, d'évaluer les intérêts minoritaires :
 - soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (option du goodwill "partiel"),
 - soit à leur juste valeur (option du *goodwill* "complet").

L'évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires a pour effet d'augmenter le goodwill à hauteur de la part attribuable à ces intérêts minoritaires, se traduisant par la constatation d'un *goodwill* dit "complet" :

- la comptabilisation de tout ajustement du prix d'acquisition à la juste valeur dès la date d'acquisition, tout ajustement ultérieur survenant au-delà du délai d'affectation de 12 mois à compter de la date d'acquisition étant comptabilisé en résultat ;
- la constatation des coûts liés au regroupement d'entreprise en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus ;
- dans le cas des regroupements réalisés par étapes, lors de la prise de contrôle, la réévaluation de la participation antérieurement détenue dans l'entreprise acquise à la juste valeur à la date d'acquisition et la comptabilisation de l'éventuel profit ou perte qui en découle en résultat.

2.3 Monnaies étrangères

Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties dans la monnaie fonctionnelle au cours de change en vigueur à la date d'opération. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au cours de change de clôture de l'exercice et les différences de change qui en résultent sont comptabilisées au compte de résultat.

Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les actifs et passifs des sociétés du Groupe libellés en devises étrangères, et ne faisant pas l'objet de couverture, sont convertis en euros, en appliquant le cours de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et charges du compte de résultat, hors pays dont les économies sont qualifiées d'hyperinflationnistes, et les flux du tableau des flux de trésorerie sont convertis en euro en appliquant le cours moyen de l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits directement en capitaux propres.

En cas de cession ultérieure, le montant cumulé des écarts de change afférents à l'investissement net cédé libellé en devise étrangère est constaté en résultat. En application de l'option offerte par IFRS 1, les écarts de conversion accumulés avant la date de transition ont été reclassés en report à nouveau à cette date. Ils ne

donneront pas lieu à comptabilisation en résultat en cas de cession ultérieure de ces investissements libellés en devise étrangère.

Les cours utilisés pour la conversion des monnaies étrangères sont les suivants :

	30 Juin 2024		30 Juin 2023	
	Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
Réal brésilien	5,89	5,49	5,28	5,48
Franc suisse	0,96	0,96	0,98	0,99
Livre égyptienne	51,40	44,98	33,66	32,89
Roupie indienne	89,25	89,98	89,21	88,88
Tengué kazakh	498,34	485,50	493,46	488,45
Ouguiya mauritanien	42,36	42,69	37,51	37,72
Livre turque	35,19	35,19	28,32	28,32
Dollar américain	1,07	1,08	1,09	1,08
Franc CFA	655,96	655,96	655,96	655,96

NOTE 3 - FAITS MARQUANTS

Environnement macroéconomique et activité

Les volumes ciment du Groupe ont légèrement progressé sur la période, bénéficiant d'une forte croissance des Etats-Unis et d'une bonne dynamique des pays émergents, notamment en zones Asie et Méditerranée, et ce malgré la faiblesse des marchés résidentiels en Europe. L'environnement prix est resté résilient dans la plupart des marchés du Groupe. L'amélioration de la dynamique prix / coût au premier semestre, en particulier grâce à la baisse des prix de l'énergie, a été un des principaux moteurs de croissance de la profitabilité du Groupe.

Au premier semestre, l'activité en France reste impactée par la faiblesse du marché résidentiel et le ralentissement général de l'économie. L'activité ciment est marquée par une baisse des volumes et un environnement prix favorable à la suite de hausses de prix passées en début d'année. La baisse des prix de l'électricité n'a que très partiellement compensée la faiblesse des volumes sur le semestre.

En Europe, l'activité progresse légèrement au premier semestre 2024, notamment grâce à l'appréciation du franc suisse face à l'euro et à la bonne performance de l'activité préfabrication (Vigier Rail) en Suisse. L'activité ciment en Suisse reste impactée par la faiblesse du marché résidentiel alors que des augmentations de prix ont été passées au premier trimestre. En Italie, l'activité est résiliente dans un contexte de légère érosion des volumes et de hausse des prix de vente moyens.

L'activité dans la zone Amériques progresse significativement au premier trimestre 2024 grâce à la croissance des volumes aux Etats-Unis dans un environnement de prix favorable, malgré le repli de l'activité au Brésil. Aux Etats-Unis, l'activité Ciment reste soutenue au premier semestre, notamment grâce à la forte progression des volumes à Ragland et à un effet de base favorable sur les volumes en Californie. Les prix de vente sont restés

bien orientés dans les deux régions. Au Brésil, l'activité Ciment enregistre une baisse des volumes et une légère érosion des prix au premier semestre, du fait d'une intensification de la concurrence.

L'activité du Groupe en Asie progresse, la rentabilité opérationnelle se redresse fortement grâce à de solides performances en Inde. Dans ce pays, l'activité progresse au premier semestre avec des volumes en hausse sensible, bénéficiant d'une demande dynamique et d'un effet de base positif. Dans un environnement concurrentiel actif, en particulier dans les Etats du Sud, les prix de ventes sont en baisse sur la période. L'activité au Kazakhstan progresse au premier semestre malgré le ralentissement de la croissance du marché domestique, avec des volumes en progression, grâce à une base de comparaison favorable, et malgré des prix en baisse dû à un contexte concurrentiel plus tendu.

L'activité du Groupe en Méditerranée progresse avec une croissance plus modérée des volumes en Turquie et grâce à des opportunités d'exportation au départ d'Egypte. La contribution de la zone au chiffre d'affaires consolidé est toujours impactée par la forte dépréciation des devises turque et égyptienne face à l'euro sur la période. L'activité en Turquie reste marquée par un contexte d'hyperinflation persistant.

L'activité du Groupe au premier semestre en Afrique a souffert des interruptions de production d'électricité au Mali au premier trimestre et d'une légère contraction de l'activité Granulats au Sénégal. L'activité Ciment au Sénégal a été résiliente, avec des volumes et des prix en légère baisse au premier semestre.

Volatilité des cours de change et impacts sur le compte de résultat

Le compte de résultat du premier semestre 2024 a été impacté par la forte dépréciation par rapport à l'euro de la livre turque, de la livre égyptienne et dans une moindre mesure par la roupie indienne. Ces effets ont été partiellement compensés par la dépréciation de l'euro vis-à-vis du franc suisse et du dollar américain. Il en résulte sur la période un effet de change négatif de (59) millions d'euros sur le chiffre d'affaires consolidé et de (8) millions d'euros sur l'EBITDA.

Les capitaux propres consolidés enregistrent, quant à eux, des écarts de conversion négatifs sur le premier semestre 2024 pour un montant global de (37) millions d'euros.

Définition des indicateurs de gestion

EBITDA

L'EBITDA (Earning Before Interest, Tax, Depreciation and Amortization / Résultat avant Intérêts, Impôts, Amortissements et Provisions) se calcule en sommant le chiffre d'affaires, les achats consommés, les charges de personnel, les impôts et taxes d'exploitation et les autres charges et produits ordinaires.

EBIT courant

L'EBIT courant (Earning Before Interest and Tax / Résultat avant intérêts et Impôts) se calcule en sommant l'EBITDA et les dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires.

NOTE 4 - CHIFFRE D'AFFAIRES

Méthode comptable

Chiffre d'affaires

Conformément à IFRS 15, le chiffre d'affaires est comptabilisé lors du transfert du contrôle du bien ou du service au client, correspondant le plus souvent, compte tenu de la nature des activités du Groupe, à la date de livraison physique. Il est constaté pour un montant qui reflète le paiement que l'entité s'attend à recevoir en contrepartie de ce bien ou service, net des remises et ristournes commerciales et après déduction des droits d'accises collectés par le Groupe dans le cadre de son activité. Il comprend les coûts de transport et de manutention facturés aux clients. Les ventes du Groupe sont majoritairement constituées de biens et services ne formant qu'une seule obligation de prestation dans la mesure où la promesse de fournir le service ou le bien ne peut pas être identifiée séparément, le groupe Vicat proposant à ses clients des services intégrés à la fourniture du produit.

Saisonnalité

La demande dans les activités du Ciment, du Béton prêt à l'emploi et des Granulats est saisonnière et tend à diminuer en hiver dans les pays tempérés et pendant la saison des pluies dans les pays tropicaux. Le Groupe enregistre par conséquent généralement un chiffre d'affaires plus bas aux premier et quatrième trimestres, pendant la saison hivernale sur les principaux marchés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Aux deuxième et troisième trimestres, en revanche, le chiffre d'affaires est plus élevé, du fait de la saison estivale propice aux constructions.

(en milliers d'euros)

	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Ventes de biens	1 783 884	1 770 531
Ventes de services	153 406	141 763
Chiffre d'affaires	1 937 290	1 912 294

Evolution du chiffre d'affaires à périmètre et taux de change constants

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	Variations de périmètre	Variations de change	30 Juin 2024 Périmètre et change constants	30 Juin 2023
Chiffre d'affaires	1 937 290	(7 263)	(58 956)	2 003 509	1 912 294

NOTE 5 - CHARGES DE PERSONNEL

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Salaires et traitements	228 468	210 825
Charges sociales	69 420	65 642
Participation des salariés (sociétés françaises)	3 920	3 335
Charges de personnel	301 808	279 802
<i>Effectifs moyens des sociétés intégrées</i>	9 955	9 877

L'Assemblée Générale et le Conseil d'Administration du 9 avril 2021 ont décidé la mise en place d'un plan d'attribution gratuites d'actions de 271 497 actions qui seront livrées par tranches annuelles, sur une durée variable selon les bénéficiaires pouvant aller jusqu'en 2037. Au titre du premier semestre 2024, le montant enregistré en charges de personnel au titre de ce plan s'élève à 783 milliers d'euros.

Date de l'assemblée	9 avril 2021
Date du conseil d'administration	9 avril 2021
Nombre total d'actions attribuées	271 497
Nombre d'actions définitivement attribuées au 30 Juin 2024	94 628
Nombre cumulé d'actions caduques ou annulées	0
Actions attribuées gratuitement restantes au 30 Juin 2024	176 869

NOTE 6 - AUTRES PRODUITS, CHARGES ET DOTATIONS ORDINAIRES

Méthode comptable

Il s'agit de charges et produits qui émanent de l'activité opérationnelle du Groupe, mais qui ne sont pas engagés dans le cadre du processus direct de production ou de l'activité commerciale. Ces charges et produits concernent notamment les indemnités d'assurances, les redevances de brevets, les ventes d'excédents de CO₂, la quote-part des résultats des sociétés mise en équivalence opérationnelles c'est-à-dire en lien avec les activités du Groupe, les revenus locatifs et immeubles de placement, et certaines charges liées à des sinistres ou litiges ainsi que certaines subventions d'exploitation.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations	(128 999)	(118 590)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation relatifs aux contrats de location	(27 414)	(25 112)
Dotations nettes aux provisions	(8 973)	(4 525)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations ordinaires	(165 387)	(148 227)
Résultat sur cessions d'actifs	1 577	2 559
Produits des immeubles de placement et de locations d'actifs	3 948	3 404
Subventions d'exploitation	1 755	1 945
Autres (1)	14 960	5 018
Autres produits et charges ordinaires	22 240	12 926

(1) Au 30 juin 2024, les autres produits ordinaires incluent la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence opérationnelles pour un montant de 5,6 millions d'euros

NOTE 7 - PRODUITS, CHARGES ET DOTATIONS NON-ORDINAIRES

Méthode comptable

Il s'agit de charges et produits qui émanent d'évènements non récurrents dans la performance du Groupe. On retrouve par exemple parmi ces produits ou charges les plus ou moins-values de cession d'actif significatives et inhabituelles, les dépréciations ainsi que certaines charges de restructuration.

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Produits et charges non ordinaires	7 496	(4 842)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations non ordinaires	(9 987)	(352)
Total	(2 491)	(5 194)

NOTE 8 - RÉSULTAT FINANCIER

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Produits d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	27 381	21 861
Charges d'intérêts sur opérations de financement et de trésorerie	(50 400)	(39 528)
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(5 461)	(4 880)
Variation de juste valeur des instruments financiers dérivés	(1 479)	(1 976)
Coût de l'endettement financier net	(29 959)	(24 523)
Dividendes	405	299
Gains de change	9 473	16 691
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	532	
Reprises financières de provisions	92	45
Autres produits (1)	12 987	3 881
Autres produits financiers	23 489	20 916
Pertes de change	(14 067)	(23 399)
Variation de juste valeur des actifs et passifs financiers	(526)	
Dotations financières aux provisions	(6 141)	(7 291)
Charge d'actualisation	(1 297)	(2 030)
Perte sur la situation monétaire nette (IAS 29)	(6 517)	(3 066)
Autres charges	(4 136)	(2 269)
Autres charges financières	(32 683)	(38 055)
Résultat financier	(39 153)	(41 662)

(1) Au 30 juin 2024, les autres produits financiers incluent principalement la capitalisation des intérêts financiers pour un montant de 6,9 millions d'euros (2,8 millions d'euros au 30 juin 2023).

NOTE 9 - IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

Méthode comptable

Les impôts différés sont calculés avec les taux d'impôts, dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, et qui ont été adoptés ou quasi-adoptés à la date de clôture.

Les impôts différés sont déterminés sur la base d'une analyse bilantielle, pour les différences temporelles identifiées dans les filiales du Groupe entre les valeurs dans l'état de la situation financière consolidé et les valeurs fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles, y compris sur le retraitement des contrats de location, sauf si la différence temporelle est générée par un goodwill. Les impôts différés actif et passif sont compensés au niveau de chaque entité fiscale.

Conformément au nouvel amendement relatif aux impôts différés actifs et passifs issus d'une transaction unique, par exemple les contrats de location, une analyse des impacts a été menée sur les droits d'utilisation générant des impôts différés passifs et les dettes de loyers générant des impôts différés actifs.

Lorsque le solde correspond à une créance, un impôt différé actif est constaté s'il est probable que la société disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels elle pourra imputer les actifs d'impôts considérés. Une incertitude concernant le traitement comptable des risques liés aux impôts sur le résultat et à la non-acceptation par les autorités fiscales du traitement fiscal retenu est comptabilisée en actif / passif d'impôts sur le résultat en fonction du caractère probable de réalisation qui ne tient pas compte de la probabilité de non-détection par l'administration fiscale. Chaque incertitude, analysée individuellement, est évaluée, soit en utilisant le montant le plus probable, soit par la moyenne pondérée des différents scénarii possibles.

Composante de la charge d'impôt

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	30 Juin 2023
Impôts exigibles	(29 999)	(42 087)
Impôts différés	(1 773)	27 316
Total	(31 772)	(14 771)

La charge d'impôt augmente de 17,0 millions d'euros par rapport à 2023. Suite à la fusion au Brésil entre l'une des holdings brésiliennes du Groupe et Ciplan en 2023, un produit d'impôt différé avait été repris au compte de résultat pour un montant de 25 millions d'euros.

Impôts différés actifs non comptabilisés

Les actifs d'impôts différés non comptabilisés au 30 juin 2024, s'élèvent à 5,1 millions d'euros (19,6 millions d'euros au 31 décembre 2023).

NOTE 10 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

10.1. Goodwill

Méthode comptable

Dépréciation des actifs non courants

Conformément à IAS 36 et IFRS 3 révisée, les valeurs comptables des actifs à durée de vie indéfinie sont revues à chaque clôture annuelle et en cours d'exercice en cas d'indice de perte de valeur. Pour les actifs à durée de vie définie, les valeurs sont revues seulement si des indices de pertes de valeur montrent une dépréciation probable.

Une perte de valeur doit être comptabilisée en charge au compte de résultat, dès lors que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité. Cette dernière est déterminée selon la méthode de projection des flux futurs de trésorerie actualisés sur une durée de 10 ans, augmentée de la valeur terminale calculée sur la base d'une projection à l'infini du cash-flow opérationnel de la dernière année.

Cette durée est en phase avec l'intensité capitalistique des activités du Groupe et la longévité des outils industriels.

Les cash flows prévisionnels sont déterminés après impôt sur la base des éléments suivants, inflatés puis actualisés :

- l'EBITDA issu du Plan Long Terme sur les 5 premières années, puis projeté jusqu'à l'année 10,
- les investissements de maintien,
- et la variation du Besoin en Fonds de Roulement.

Hypothèses, estimations et jugements

Dépréciations des actifs non-courants

Les hypothèses qui servent au calcul des tests de dépréciation émanent des prévisions construites par les opérationnels, au plus près de leur connaissance du marché, du positionnement commercial des activités et des performances de l'outil industriel. Ces prévisions intègrent l'impact de l'évolution prévisible de la consommation cimentière en fonction des données macro-économiques et sectorielles (sources internes et externes), de la demande en matériaux de construction durables dans les pays concernés, des changements susceptibles de modifier la situation concurrentielle, des améliorations techniques apportées aux processus de fabrication, l'impact des investissements et opex liés à la stratégie climatique engagée par le Groupe, ainsi que de l'évolution attendue du coût des principaux facteurs de production contribuant au prix de revient des produits. Ces derniers ont subi, ces dernières années, une forte inflation qui a été intégrée dans les cash-flow prévisionnels utilisés dans les tests de dépréciation. Comme indiqué dans la note 1, le Groupe s'assure que les hypothèses retenues pour ces tests tiennent bien compte de toutes les obligations réglementaires connues liées au climat et de leurs conséquences sur les flux de trésorerie futurs. Ces derniers sont mis à jour avec les

impacts connus des technologies de décarbonation qui seront mises en place, les impacts envisagés sur l'évolution des prix de vente et la consommation des quotas de CO2 stockés depuis plusieurs années dans les pays du Groupe soumis à réglementation carbone (France, Suisse, Italie, Californie). En fonction des zones géographiques, il peut être difficile pour le Groupe d'estimer les technologies qui seront mises en place pour décarboner ses activités, les changements réglementaires envisagés sur ses différents marchés, et les impacts sur les clients. Quand ces informations sont connues et bien évaluées, elles sont intégrées dans les flux de trésorerie futurs utilisés pour les tests de dépréciation. L'hypothèse principale est que le marché acceptera à terme un surcoût carbone des matériaux de construction à base de ciment dans les pays soumis à réglementation climatique.

Les flux de trésorerie avant frais financiers mais après impôts projetés sont actualisés au coût moyen pondéré du capital (CMPC ou WACC). L'utilisation d'un taux après impôts aboutit à la détermination de valeurs recouvrables identiques à celles obtenues en utilisant des taux avant impôts avec des flux de trésorerie non fiscalisés. Le taux d'actualisation est calculé par pays en tenant compte du coût de l'argent sans risque à long-terme, du risque de marché pondéré par un facteur de volatilité sectorielle, d'une prime de taille, ainsi que d'une prime de risque pays, reflétant les risques spécifiques du marché sur lequel opère l'Unité Génératrice de Trésorerie (UGT) concernée.

Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer la valeur d'utilité d'un actif isolé, celle-ci est appréciée au niveau de l'UGT à laquelle l'actif appartient (défini par IAS 36 comme étant le plus petit groupe identifiable d'actifs générant des entrées de trésorerie indépendantes), dans la mesure où les installations industrielles, les produits et les marchés constituent un ensemble cohérent.

L'analyse a ainsi été menée au niveau de chaque zone géographique / marché / activité, et les UGT ont été déterminées en fonction de l'existence ou non d'une intégration verticale entre les activités du Groupe exercées sur la zone concernée.

Ces tests de dépréciation sont sensibles aux hypothèses retenues pour chaque UGT, principalement en matière :

- de taux d'actualisation, tel que précédemment défini,
- de taux d'inflation, devant refléter l'évolution des prix de vente et des coûts futurs attendus,
- de taux de marge d'EBITDA normatif,
- de taux d'investissement à long terme,
- de taux de croissance à l'infini.

Des tests de sensibilité à l'augmentation ou la diminution du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini retenus sont réalisés à chaque clôture annuelle afin de mesurer l'incidence sur la valeur des UGT du Groupe. Par ailleurs, le taux d'actualisation intègre une prime de risque pays et une prime de risque sectoriel traduisant la cyclicité de certains facteurs opérationnels inhérents au secteur d'activité, ce qui permet d'appréhender la volatilité de certaines composantes du prix de revient, sensible notamment aux coûts énergétiques.

Les pertes de valeurs constatées sont réversibles et font l'objet d'une reprise en cas de diminution, à l'exception de celles afférentes aux goodwill, qui sont définitives.

La variation des goodwills nets s'analyse comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Ouverture	1 185 026	1 204 814
Variations de périmètre	(3 534)	(4 924)
Variations de change	(9 349)	(14 864)
Clôture	1 172 142	1 185 026

Les goodwills se répartissent comme suit par UGT :

	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
UGT Inde	210 516	204 733
UGT Afrique de l'Ouest Ciment	148 687	147 908
UGT France-Italie	235 220	234 348
UGT Suisse	142 084	148 765
UGT Brésil	151 947	166 958
UGT Etats Unis	132 389	128 362
Autres UGT cumulées	151 299	153 953
TOTAL	1 172 142	1 185 026

Après analyse, le Groupe n'a pas noté d'indices de perte de valeur sur les UGT du Groupe et n'a donc pas procédé à des tests d'impairment des goodwills au premier semestre 2024.

10.2. Autres immobilisations incorporelles

Méthode comptable

Les autres immobilisations incorporelles (brevets, droits et logiciels principalement) sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles. Ce coût comprend le coût d'acquisition ou de production et tous les autres coûts directement attribuables engagés pour l'acquisition ou la production de l'actif et pour sa mise en service. Les immobilisations à durée de vie définie sont amorties sur leur durée d'utilité (durée n'excédant pas 15 ans pour l'essentiel) selon le mode linéaire, ou, s'agissant des droits miniers, au fur et à mesure des extractions.

Les dépenses de recherche sont comptabilisées en charges de l'exercice où elles sont encourues. Les frais de développement répondant aux critères d'activation définis par IAS 38 sont immobilisés.

Valeurs brutes <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Concessions, brevets & droits similaires</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	Total
Au 1er Janvier 2023	128 847	83 882	106 453	14 195	333 378
Acquisitions	2 173	1 120	852	3 693	7 837
Cessions	(1)	(3 721)	(94)	(417)	(4 234)
Variations de change	934	742	245	297	2 217
Autres mouvements	(5)	4 273	(1 723)	(5 808)	(3 263)
Au 31 Décembre 2023	131 948	86 295	105 733	11 959	335 935
Acquisitions	368	288	220	1 965	2 842
Cessions		(2 350)	(504)		(2 854)
Variations de périmètre		489	(11 181)	14	(10 677)
Variations de change	(4 474)	(613)	(3 199)	(219)	(8 504)
Autres mouvements	1 575	4 264	2 141	(5 441)	2 538
Au 30 Juin 2024	129 417	88 373	93 211	8 278	319 279

Amortissements et pertes de valeur <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Concessions, brevets & droits similaires</i>	<i>Logiciels</i>	<i>Autres immobilisations incorporelles</i>	<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>	Total
Au 1er Janvier 2023	(33 120)	(59 923)	(57 269)	0	(150 312)
Augmentation	(1 836)	(7 307)	(3 906)		(13 050)
Diminution	1	3 547			3 548
Variations de change	246	(457)	1 104		893
Autres mouvements	2	(37)	(2 805)		(2 841)
Au 31 Décembre 2023	(34 708)	(64 178)	(62 876)	0	(161 762)
Augmentation	(791)	(3 864)	(1 679)		(6 335)
Diminution		2 135	217		2 353
Variations de périmètre		(337)	9 217		8 880
Variations de change	821	390	1 492		2 703
Autres mouvements	(88)	89	(1 702)		(1 701)
Au 30 Juin 2024	(34 766)	(65 766)	(55 330)	0	(155 862)

Valeur Nette Comptable au 31 Décembre 2023	97 240	22 117	42 857	11 959	174 173
Valeur Nette Comptable au 30 Juin 2024	94 651	22 608	37 881	8 278	163 417

Aucun frais de développement n'a été immobilisé au cours du premier semestre 2024 (0,6 millions au 31 décembre 2023).

10.3. Immobilisations corporelles

Méthode comptable

Les immobilisations corporelles sont inscrites dans l'état de la situation financière consolidée au coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, en appliquant l'approche par composants prévue par IAS 16. Lorsqu'une immobilisation corporelle comporte des composants significatifs ayant une durée d'utilité différente, ces derniers sont amortis sur leur durée d'utilité spécifique, selon le mode linéaire, à compter de leur date de mise en service.

Les gisements sont amortis au prorata des tonnages extraits dans l'année par comparaison aux réserves totales estimées.

Certains terrains de sociétés françaises acquis avant le 31 décembre 1976 ont fait l'objet d'une réévaluation, maintenue dans les comptes, dont l'impact sur les postes concernés n'est pas significatif.

Les intérêts d'emprunts supportés pour financer la réalisation des investissements pendant la période précédant leur mise en service sont immobilisés. Sont également capitalisées les différences de change résultant des emprunts en monnaie étrangère dans la mesure où elles sont assimilées à un ajustement des coûts d'intérêts et dans la limite de la charge d'intérêts qui aurait été supportée au titre d'un emprunt en monnaie locale.

Les principales durées d'amortissement sont les suivantes en fonction des catégories d'actifs concernés :

	Actifs ciment	Actif béton et granulats
Génie civil	15 à 30 ans	15 ans
Gros matériel	15 à 30 ans	10 à 15 ans
Équipements annexes	8 ans	5 à 10 ans
Électricité	15 ans	5 à 10 ans
Automatismes et instrumentations	5 ans	5 ans

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	Terrains & constructions	Installations industrielles	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances / acomptes	Total
Au 1er Janvier 2023	1 514 496	3 975 272	131 529	313 658	5 934 956
Acquisitions	16 224	46 968	2 792	252 335	318 318
Cessions	(3 585)	(31 969)	(1 641)	(336)	(37 531)
Variations de change	(39 412)	(195 442)	(1 014)	(3 135)	(239 002)
Reclassement	86 854	91 519	18 364	(191 163)	5 575
Autres mouvements	43 956	160 721	4 087	5 980	214 745
Au 31 Décembre 2023	1 618 534	4 047 068	154 117	377 340	6 197 060
Acquisitions	6 235	18 898	1 922	160 846	187 901
Cessions	(11 709)	(22 475)	(6 868)	(36)	(41 089)
Variations de périmètre	(3 483)	(13 045)	50	(21)	(16 499)
Variations de change	(23 603)	(21 508)	(4 249)	(3 928)	(53 288)
Reclassement	31 477	55 720	(76)	(88 582)	(1 462)
Autres mouvements	25 136	91 847	2 273	4 051	123 306
Au 30 Juin 2024	1 642 586	4 156 505	147 168	449 670	6 395 929

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	<i>Terrains & constructions</i>	<i>Installations industrielles</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	<i>Immobilisations en cours et avances / acomptes</i>	Total
Au 1er Janvier 2023	(752 611)	(2 584 977)	(92 442)	0	(3 430 029)
Augmentation	(52 303)	(177 837)	(7 518)		(237 658)
Diminution	3 370	29 479	1 583		34 432
Variations de change	16 265	136 741	1 523		154 529
Reclassement	(16 088)	24 348	(9 470)		(1 210)
Autres mouvements	(16 136)	(115 562)	(3 031)		(134 729)
Au 31 Décembre 2023	(817 503)	(2 687 807)	(109 356)	0	(3 614 666)
Augmentation	(26 213)	(92 030)	(4 227)		(122 470)
Diminution	10 260	21 165	6 816		38 240
Variations de périmètre	2 112	7 382	76		9 571
Variations de change	9 586	23 231	3 035		35 852
Reclassement	(171)	(34)	(8)		(213)
Autres mouvements	(9 869)	(69 078)	(1 854)		(80 801)
Au 30 Juin 2024	(831 799)	(2 797 171)	(105 518)	0	(3 734 487)
Valeur Nette Comptable au 31 Décembre 2023	801 032	1 359 261	44 762	377 340	2 582 394
Valeur Nette Comptable au 30 Juin 2024	810 788	1 359 334	41 650	449 670	2 661 441

Les immobilisations corporelles en cours totalisent 433 millions d'euros au 30 juin 2024 (362 millions d'euros au 31 décembre 2023) et les avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles représentent 17 millions d'euros au 30 juin 2024 (16 millions d'euros au 31 décembre 2023). Le montant des engagements contractuels pour l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles s'élève à 88 millions d'euros au 30 juin 2024 (128 millions d'euros au 31 décembre 2023).

Les intérêts capitalisés au cours de la période s'élèvent à 6,9 millions d'euros (8,0 millions d'euros au 31 décembre 2023).

10.4. Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location

Méthode comptable

Les contrats de location, à l'exception de ceux entrant dans le champ des exemptions prévues par la norme IFRS 16, sont comptabilisés au bilan, dès la mise à disposition de l'actif sous-jacent des contrats, avec la constatation à l'actif d'un droit d'utilisation et au passif d'une obligation locative. La composante services du contrat de location, et notamment celle relative au transport, est identifiée lors de l'analyse et traitée séparément de la composante location. Sont qualifiés de contrat de location tous les contrats qui confèrent au preneur le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pour au moins 12 mois moyennant une contrepartie.

Les exemptions prévues par la norme IFRS 16 et appliquées par le Groupe, dont les paiements ne sont pas pris en compte dans l'obligation locative et le droit d'utilisation sont les suivantes :

- les paiements relatifs aux contrats de location de courte durée (inférieure ou égale à 12 mois),
- les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs de faible valeur (<5KUSD ou équivalent),

- les paiements relatifs à la composante de service du contrat de location, dès lors qu'elle est identifiable et mesurable,
- ainsi que les paiements relatifs aux contrats de location portant sur des actifs incorporels, dont le nombre est très limité.

Les loyers payés au titre de ces contrats ou composantes de contrat sont constatés en charges opérationnelles pendant toute la durée de la location.

La durée des contrats de location correspond à la période contractuelle non résiliable d'utilisation de l'actif, à laquelle s'ajoute, le cas échéant, des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain (options de renouvellement en cours d'exercice ou pour lesquelles le Groupe dispose d'un historique statistique de pratiques).

La définition de cette durée exécutoire tient compte aussi bien des aspects contractuels que des aspects économiques dans la mesure où l'existence de pénalités non négligeables en cas de résiliation du preneur sont analysées pour chaque contrat.

Les droits d'utilisation relatifs aux contrats de location incluent à l'origine l'obligation locative, les coûts directs initiaux, les loyers prépayés et l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état prévus au contrat, et excluent les éventuelles composantes de services. Ils sont amortis conformément aux dispositions d'IAS 16 "Immobilisations corporelles" linéairement sur la durée la plus courte entre celle du contrat de location retenue et la durée d'utilité de l'actif sous-jacent, et le cas échéant dépréciés en application d'IAS 36 "Dépréciation d'actifs".

Après la comptabilisation initiale, le droit d'utilisation de l'actif est évalué au coût, sous déduction du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les paiements de loyers associés aux contrats de locations sont comptabilisés en application d'IFRS 16 et donnent lieu au compte de résultat à une charge d'amortissement ainsi qu'à une charge d'intérêts.

L'impact fiscal de l'application d'IFRS 16 donne lieu à comptabilisation d'impôt différé sur le droit d'utilisation et sur la dette locative correspondante.

Hypothèses, estimations et jugements

L'obligation locative est évaluée à l'origine à la valeur actualisée des paiements futurs, qui comprennent la valeur actualisée des paiements de loyers fixes et variables, s'ils dépendent d'un indice ou d'un taux, et des paiements estimés prévus à la fin du contrat, tels que la garantie de valeur résiduelle et l'option d'achat dont l'exercice est jugé raisonnablement certain. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé sur la base du taux implicite du contrat, ou à défaut, du taux d'intérêt marginal d'emprunt du preneur à la date de commencement du contrat. Ce taux d'emprunt marginal tient compte de plusieurs éléments dont la devise et l'échéance du contrat, l'environnement économique du preneur ainsi que de sa solidité financière.

Le Groupe applique des taux correspondants à l'échéance moyenne de remboursement de la dette de loyers, en définissant et utilisant des courbes de taux par durée, tenant compte de la structure des loyers et de la typologie des taux disponibles.

Les activités de location du Groupe

La majorité des contrats de location en vigueur dans le Groupe concernent les véhicules liés directement à l'activité opérationnelle (véhicules de chantiers, transports routiers et véhicules particuliers) et l'immobilier (terrains et bâtiments). En effet, le Groupe loue des terrains et des bâtiments, principalement pour ses bureaux, ses centrales à béton, ses carrières et ses entrepôts. Ils concernent également dans une moindre mesure des machines, des équipements et du matériel informatique.

Valeurs brutes (en milliers d'euros)	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er Janvier 2023	95 635	87 322	138 193	59 340	380 491
Acquisitions / Augmentations	5 950	8 692	25 138	9 085	48 865
Diminutions	(1 795)	(22 673)	(22 079)	(10 721)	(57 268)
Variations de change	(1 002)	(505)	(1 066)	566	(2 007)
Autres mouvements	(142)	(80)	(50)	(120)	(392)
Au 31 Décembre 2023	98 646	72 756	140 137	58 149	369 688
Acquisitions / Augmentations	2 661	1 601	18 645	6 254	29 160
Diminutions	(505)	(1 507)	(9 410)	(1 979)	(13 400)
Variations de change	541	(41)	(1 084)	(945)	(1 529)
Autres mouvements	(54)	(10)	150	(4 633)	(4 547)
Au 30 Juin 2024	101 289	72 800	148 438	56 846	379 373

Amortissements et pertes de valeur (en milliers d'euros)	<i>Terrains</i>	<i>Constructions</i>	<i>Installations techniques, matériel et outillages</i>	<i>Autres immobilisations corporelles</i>	Total
Au 1er Janvier 2023	(35 008)	(54 534)	(73 182)	(24 645)	(187 368)
Augmentation	(6 670)	(6 757)	(25 384)	(13 514)	(52 325)
Diminution	1 175	21 486	19 280	10 633	52 573
Variations de change	512	325	288	(284)	841
Autres mouvements	303	581	1 046	77	2 007
Au 31 Décembre 2023	(39 689)	(38 899)	(77 951)	(27 733)	(184 272)
Augmentation	(3 465)	(3 454)	(13 648)	(6 850)	(27 416)
Diminution	495	1 456	6 924	1 771	10 646
Variations de change	(132)	57	898	402	1 225
Autres mouvements	118		498	4 516	5 132
Au 30 Juin 2024	(42 672)	(40 839)	(83 280)	(27 893)	(194 685)

Valeur Nette Comptable au 31 Décembre 2023	58 956	33 857	62 185	30 416	185 416
Valeur Nette Comptable au 30 Juin 2024	58 617	31 961	65 158	28 953	184 688

La majorité de ces contrats est portée par les entités françaises du Groupe, et dans une moindre mesure par les sociétés américaines, suisses et turques. Les autres pays dans lesquels le Groupe est implanté ont un nombre de contrats peu significatif.

NOTE 11 – CREANCES ET AUTRES ACTIFS NON-COURANTS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Montants bruts	Pertes de valeur	Montants nets
Au 1er Janvier 2023	314 806	(45 155)	269 651
Acquisitions / Augmentations	16 559	(20 889)	(4 330)
Cessions / Diminutions	(1 190)	(0)	(1 190)
Variations de change	4 743	(2 534)	2 210
Variation constatée en autres éléments du résultat global	418	(1 991)	(1 573)
Autres	(29 895)	6 939	(22 956)
Au 31 Décembre 2023	305 441	(63 630)	241 811
Acquisitions / Augmentations	11 895	(488)	11 406
Cessions / Diminutions	(1 707)		(1 707)
Variations de périmètre	(1 612)		(1 612)
Variations de change	(9 344)	1 774	(7 570)
Variation constatée en autres éléments du résultat global		(153)	(153)
Autres	8 105	0	8 106
Au 30 Juin 2024	305 608	(62 497)	243 111
<i>Dont titres de participation</i>	71 409	(16 705)	54 704
<i>Dont prêts et créances (1) (2)</i>	215 115	(45 792)	169 323
<i>Dont instruments financiers (cf. note 16.1.1)</i>	19 084		19 084
Au 30 Juin 2024	305 608	(62 497)	243 111

(1) *Ciplan* :

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de son actionnaire minoritaire pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée à hauteur des provisions constituées au titre des sinistres indemnisables dans les autres actifs non courants à hauteur de 45,6 millions d'euros au 30 juin 2024 (41,4 millions d'euros à fin décembre 2023) (voir note 15.2).

(2) *Bharathi Cement* :

Au 30 juin 2024, un montant de 34,7 millions d'euros (y inclus intérêts), faisant l'objet de deux saisies conservatoires sur les comptes d'une société indienne du Groupe, Bharathi Cement, dans le cadre d'une procédure d'enquête diligentée par les autorités administratives et judiciaires sur des faits antérieurs à l'entrée de Vicat à son capital, est comptabilisé dans les "autres créances non courantes".

Pour mémoire, le partenaire du Groupe dans Bharathi Cement fait l'objet d'une procédure d'enquête menée par le CBI (Central Bureau of Investigation) sur l'origine et le développement de son patrimoine. Dans le cadre de cette enquête, le CBI a déposé en septembre 2012 et au cours de l'année 2013, quatorze procès-verbaux présentant ses allégations. Parmi ceux-ci, quatre concernent également Bharathi Cement (le CBI enquête pour vérifier si les investissements faits par des investisseurs indiens dans cette société ont été réalisés de bonne foi dans le cours normal des affaires et si la concession minière a été attribuée régulièrement). La procédure a d'abord donné lieu en 2015 à une inscription par "l'Enforcement Directorate" à hauteur de 950 millions de Roupies (environ 12 millions d'euros à l'origine) sur un compte bancaire de Bharathi Cement. En 2016, une saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies (environ 19 millions d'euros à l'origine) a été réalisée dans le cadre du procès-verbal relatif à la concession minière.

Bien que ces mesures ne soient pas de nature à entraver le fonctionnement de la société, cette dernière exerce ses recours auprès des autorités administratives et judiciaires compétentes pour en contester le bien-fondé.

En juillet 2019, la cour d'appel de Delhi a invalidé la saisie conservatoire de 1 530 millions de Roupies, demandant la mise en place d'une garantie bancaire préalablement au remboursement des fonds. Cette décision a été confirmée le 27 avril 2022 par la Haute Cour de justice du Telangana. L'Enforcement Directorate a fait appel auprès de la Cour suprême indienne, qui l'a rejeté, et renvoyé l'affaire devant la Cour de justice d'Hyderabad, avec l'injonction faite à l'ED de restituer la garantie bancaire.

Ces saisies conservatoires ne préjugent pas de la décision sur le fond de l'affaire (enquête CBI) qui est toujours en phase d'instruction et n'a donné lieu à ce stade à aucune inculpation. La société n'a pas d'élément conduisant à conclure à l'existence d'un risque financier probable et évaluable.

Compte tenu de la lenteur de la procédure initiée en 2012, la créance relative à ces saisies conservatoires a été reclassée fin 2018 en "autres créances non courantes".

NOTE 12 - Actifs circulants

12.1. Stocks et en-cours

Méthode comptable

Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré, au plus bas du coût d'acquisition ou de production et de la valeur nette de réalisation (prix de vente diminué des coûts nécessaires estimés pour l'achèvement et pour réaliser la vente).

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements consolidés des biens concourant à la production.

Pour les stocks de produits fabriqués et les en cours de production, le coût comprend une quote-part appropriée de charges fixes fondée sur des conditions d'utilisation normatives des outils de production.

Des dépréciations sont constituées, le cas échéant, sur les stocks pour prendre en compte les pertes probables identifiées à la clôture de l'exercice.

Quotas d'émission

Il n'existe pas, à ce jour, dans le référentiel IFRS, de norme ou interprétation traitant spécifiquement des droits d'émission de gaz à effet de serre. A compter du 1^{er} janvier 2016, le Groupe a décidé de retenir la méthode préconisée par l'ANC depuis 2013, compatible avec les normes IFRS en vigueur (Règlement n°2012-03 du 4 octobre 2012, homologué le 7 janvier 2013), qui permet de fournir une information financière plus fiable et pertinente pour refléter le modèle économique des quotas, en supprimant notamment les impacts liés à la volatilité du cours des quotas.

Selon cette méthode, dès lors que les quotas sont destinés à remplir les obligations liées aux émissions (modèle production) :

- les quotas sont comptabilisés en stocks lors de leur acquisition (à titre gratuit ou onéreux). Ils sont sortis au fur et à mesure pour couvrir les émissions de gaz à effet de serre, dans le cadre de la procédure de restitution ; ou
- à l'occasion de leur cession, et ne sont pas réévalués à la clôture ;
- une dette est comptabilisée à la clôture en cas de déficit de quotas.

Le Groupe n'ayant à aujourd'hui quasiment que des quotas alloués gratuitement par l'Etat français dans le cadre des Plans Nationaux d'Affectation des Quotas, l'application de ces règles conduit donc à les enregistrer en stock pour une valeur nulle. Par ailleurs, des excédents étant à ce jour constatés par le Groupe, aucune dette n'est comptabilisée au bilan, et en l'absence de cession, aucun montant n'est comptabilisé au compte de résultat.

(en milliers d'euros)	30 Juin 2024			31 Décembre 2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Matières premières et consommables	435 404	(28 939)	406 465	443 807	(28 858)	414 949
Encours, produits finis et marchandises	166 223	(6 288)	159 935	159 957	(6 200)	153 756
Total	601 627	(35 227)	566 400	603 764	(35 059)	568 705

12.2. Créances clients et autres débiteurs

Méthode comptable

Les créances sont évaluées au coût amorti et sont comptabilisées à leur valeur nominale (montant initial de la facture). Les créances font l'objet de dépréciation dans le cadre du modèle fondé sur les pertes attendues défini par la norme IFRS 9 (cf. note 16.2).

Les créances clients peuvent faire l'objet de cessions à des établissements bancaires. Dans ce cas, une analyse de l'opération est menée pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution.

Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus le cas échéant. Dans la situation inverse, les créances clients sont maintenues dans l'état de la situation financière consolidée.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Clients et autres débiteurs	Provisions clients et autres débiteurs	Clients et autres débiteurs net
Au 1er Janvier 2023	489 317	(25 101)	464 216
Augmentations		(4 821)	(4 821)
Diminutions avec utilisation		5 478	5 478
Variations de change	(31 666)	831	(30 835)
Variations	58 001	(54)	57 948
Au 31 Décembre 2023	515 652	(23 666)	491 986
Augmentations		(4 638)	(4 638)
Diminutions avec utilisation		1 026	1 026
Variations de change	(8 388)	27	(8 361)
Variations de périmètre	(3 946)	142	(3 804)
Variations	104 332	25	104 357
Au 30 Juin 2024	611 596	(27 084)	584 512

Le Groupe n'est pas dépendant de ses principaux clients et aucun d'entre eux ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires.

Cession de créances :

Au cours du deuxième trimestre 2024, le Groupe a procédé à une cession de créances sans recours à hauteur de 74 millions d'euros (95 millions d'euros au deuxième trimestre 2023). Au 30 juin 2024, la cession de créances concerne exclusivement des sociétés françaises du Groupe. Les créances concernées ont été décomptabilisées dans la mesure où les conditions de décomptabilisation de la norme IFRS 9 ont été respectées.

NOTE 13 - Equivalents de trésorerie et trésorerie nette

Méthode comptable

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités et les placements à court terme (ayant une échéance inférieure à 3 mois et ne présentant pas de risque de variation de valeur). Ces derniers sont valorisés à leur valeur de marché à la clôture.

La trésorerie nette, dont la variation est présentée dans le tableau des flux de trésorerie, est constituée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie diminués des découverts bancaires.

(en milliers d'euros)	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Disponibilités	112 501	100 407
Valeurs mobilières de placement et dépôts à terme < 3 mois	410 430	393 140
Trésorerie et équivalents de trésorerie	522 931	493 547
Découverts bancaires	(28 157)	(54 315)
Trésorerie nette	494 774	439 232

NOTE 14 - CAPITAL SOCIAL

Méthode comptable

Actions d'autocontrôle

Conformément à IAS 32, les actions propres Vicat sont inscrites en déduction des capitaux propres.

Le capital social de Vicat est composé de 44 900 000 actions ordinaires de 4 euros entièrement libérées dont 412 368 actions détenues en propre au 30 juin 2024 (517 713 au 31 décembre 2023). La société est détenue et contrôlée par la holding Parfininco.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix, à l'exception des actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom du même actionnaire, à qui est attribué un droit de vote double.

Le dividende versé au cours de l'exercice 2024 au titre de l'exercice 2023 s'est élevé à 2 euros par action soit au total 89 800 milliers d'euros, (1,65 euro par action versé en 2023 au titre de l'exercice 2022).

Le résultat net par action est calculé en faisant le rapport entre le résultat net de l'exercice (part du Groupe) et le nombre moyen pondéré des actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exception des actions propres d'autocontrôle. Ce résultat net par action est ajusté des effets de toutes actions ordinaires potentiellement dilutives comme le sont les actions gratuites (cf. note 5).

Depuis le 30 juin 2018, et pour une période de 12 mois renouvelable par tacite reconduction, Vicat a confié la mise en œuvre d'un contrat de liquidité conforme à la Charte de Déontologie de l'AMAFI du 20 septembre 2008 à Oddo BHF.

Au 30 juin 2024, les moyens suivants figurent au compte de liquidité : 28 866 titres Vicat et 1 081 milliers d'euros.

NOTE 15 – PROVISIONS

15.1. Avantages au personnel

Méthode comptable

Le Groupe comptabilise la totalité du montant de ses engagements en matière d'avantages postérieurs à l'emploi en application des dispositions de la norme IAS 19 révisée.

Les réglementations, usages et accords contractuels en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés consolidées du Groupe prévoient différents avantages postérieurs à l'emploi : indemnités de départ en retraite, compléments de retraite..., ainsi que d'autres avantages à long terme (couverture de dépenses médicales au bénéfice des retraités, etc.). Les régimes à prestations définies, qui comprennent tous les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, autres que ceux à cotisations définies, constituent un engagement futur pour le Groupe.

Les engagements correspondants font l'objet d'un calcul actuariel (évolution des salaires, mortalité, rotation...) selon la méthode des unités de crédits projetées, conformément aux usages et aux clauses prévues par les conventions collectives et la législation en vigueur.

Certains régimes de retraite à prestations définies, principalement aux Etats-Unis et en Suisse sont couverts pour tout ou partie par des actifs dédiés qui sont composés pour l'essentiel d'actions et d'obligations. Les positions nettes des régimes sont intégralement provisionnées dans l'état de la situation financière, après déduction, le cas échéant, de la juste valeur de ces actifs investis, dont le montant peut être ajusté compte-tenu du mécanisme de "l'asset ceiling". En cas d'excédent d'actif (régime sur-financé), celui-ci n'est comptabilisé dans l'état de la situation financière que dans la mesure où il représente des avantages économiques futurs effectivement disponibles pour le Groupe, et dans la limite du plafond défini par la norme.

Les régimes à cotisations définies sont ceux pour lesquels l'engagement du Groupe se limite uniquement au versement de cotisations, qui sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les écarts actuariels résultent du changement d'hypothèses actuarielles et/ou d'écarts constatés entre ces hypothèses et la réalité. Les écarts actuariels se rapportant aux avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés en "autres éléments du résultat global" et ne sont pas recyclables au compte de résultat.

Dans le cadre de la comptabilisation des écarts actuariels, en application de l'option offerte par IFRS 1, le Groupe a choisi de mettre à zéro ces derniers liés aux avantages au personnel non encore reconnus dans le bilan de transition par imputation sur les capitaux propres.

Estimations, hypothèses et jugements

L'évaluation de la valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi, dans le cadre des régimes à prestations définies, dépend des hypothèses actuarielles, qu'elles soient démographiques et financières, retenues par le Groupe.

Les taux d'actualisation sont déterminés conformément aux principes édictés par la norme IAS 19 Révisée, par référence à un taux de marché à la date de clôture, fondé sur le rendement des obligations d'entreprise de haute qualité mises au sein de la zone monétaire concernée. Ils sont déterminés sur la base de courbes de taux élaborées par des experts externes à partir de panels d'obligations publiques notées AA.

Lorsque le marché des obligations privées d'une zone n'est pas suffisamment liquide, la norme IAS 19 Révisée préconise d'utiliser comme référence les obligations d'état.

Dans tous les cas, les indices de référence utilisés sont de durée comparable à celle des engagements.

(en milliers d'euros)	30 Juin 2024			31 Décembre 2023		
	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total	Régimes de retraites et IFC	Autres avantages	Total
Valeur actualisée des obligations financées	377 783	48 661	426 444	389 758	49 203	438 961
Juste valeur des actifs des régimes	(413 310)		(413 310)	(409 912)		(409 912)
Situation nette	(35 526)	48 661	13 135	(20 155)	49 203	29 049
Limitation de reconnaissance des actifs de couverture	71 290		71 290	58 996		58 996
Passif net	35 764	48 661	84 425	38 841	49 203	88 045

15.2 Autres provisions

Méthode comptable

Conformément à IAS 37, une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation actuelle, légale ou implicite, résultant d'un fait générateur antérieur à la clôture qui entraînera une sortie de ressources sans contrepartie attendue après la clôture, et pouvant être estimée de manière fiable.

Elles incluent notamment les provisions pour remise en état des sites, constituées pour la plupart au fur et à mesure de l'exploitation des carrières et comprenant les coûts prévisionnels liés à l'obligation de reconstitution des sites de carrière.

Les provisions font l'objet d'une actualisation, conformément à IAS 37, lorsque son effet est significatif. Les effets de cette actualisation sont enregistrés en résultat financier.

(en milliers d'euros)	Reconstitution des sites	Démolitions	Autres risques (1)	Autres charges	Total
Au 1er Janvier 2023	64 508	500	62 132	8 844	135 983
Augmentations	3 815		13 304	14 524	31 644
Diminutions avec utilisation	(2 363)	(65)	(9 678)	(1 195)	(13 300)
Diminutions sans utilisation				(335)	(335)
Variations de change	2 537	28	852	(687)	2 731
Autres mouvements	94		(493)	(94)	(493)
Au 31 Décembre 2023	68 590	463	66 117	21 058	156 229
Augmentations	1 371		16 287	(2 448)	15 211
Diminutions avec utilisation	(685)		(3 198)	(895)	(4 778)
Diminutions sans utilisation			(23)	(247)	(269)
Variations de change	(1 604)	(18)	(4 141)	(2 429)	(8 193)
Variations de périmètre	(1 650)				(1 650)
Autres mouvements	2	(0)	586	(588)	(0)
Au 30 Juin 2024	66 023	445	75 628	14 452	156 549
Dont à moins d'un an	33		7 222	9 800	17 054
Dont à plus d'un an	65 991	445	68 407	4 652	139 495

Impact (net des charges encourues) au compte de résultat au 30 Juin 2024	Dotations	Reprises sans utilisation
Résultat d'exploitation :	4 932	(23)
Résultat hors exploitation :	10 279	(247)

(1) Les autres risques incluent au 30 juin 2024 :

- un montant global de provisions constatées dans les comptes de Ciplan (Brésil) à hauteur de 44,5 millions d'euros (38,8 millions d'euros au 31 décembre 2023) concernant majoritairement :
 - de litiges fiscaux à hauteur de 21,6 millions d'euros (23,1 millions d'euros au 31 décembre 2023) liés à des éléments antérieurs à l'acquisition, principalement liés aux évaluations fiscales des exercices de 2014 à 2018 (21 millions d'euros)
 - des litiges sociaux et prud'homaux à la suite du départ d'anciens salariés (1,9 million d'euros),
 - de litiges civils portant sur des amendes et réclamations contestées par la société (1,5 million d'euros).
 - d'un litige minier (19,6 millions d'euros)

Dans le cadre de l'acquisition par le groupe Vicat, la société Ciplan a reçu une garantie ferme et irrévocable de la part de ses partenaires brésiliens pour tous les litiges nés ou à venir relatifs à la période antérieure à l'acquisition par Vicat. Cette garantie est comptabilisée dans les autres actifs non courants à hauteur de 45,6 millions d'euros (voir note 11), au titre d'une part des sinistres indemnifiables comptabilisés en provision pour un montant de 43,0 millions d'euros (37,0 millions d'euros au 31 décembre 2023) et d'autre part, au titre d'une taxe fiscale comptabilisée en dettes fiscales inférieures à 1 an pour un montant de 2,6 millions d'euros (4,5 millions d'euros au 31 décembre 2023).

- Un montant de 16,6 millions d'euros (14,6 millions d'euros au 31 décembre 2023) correspondant au montant estimé de la franchise concernant des sinistres survenus aux Etats-Unis à la clôture dans le cadre d'accidents du travail, et qui devra être prise en charge par le Groupe.
- Le solde résiduel des autres provisions pour risques s'élevant à 14,5 millions d'euros au 30 juin 2024 (12,7 millions d'euros au 31 décembre 2023) correspond au cumul des autres provisions qui, prises individuellement, ne sont pas matérielles.

NOTE 16 - ENDETTEMENT NET ET INSTRUMENTS FINANCIERS

16.1. Dettes financières nettes et options de ventes

Les passifs financiers se ventilent comme suit au 30 juin 2024 :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Dettes financières à plus d'un an	1 691 678	1 401 696
Options de vente à plus d'un an	367	14 877
Obligations locatives à plus d'un an	156 316	155 718
Dettes financières et options de vente à plus d'un an	1 848 362	1 572 290
Instrument financiers actif à plus d'1 an (1)	(19 084)	(14 827)
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à plus d'un an	1 829 278	1 557 463
Dettes financières à moins d'un an	214 799	335 956
Options de vente à moins d'un an	14 348	
Obligations locatives à moins d'un an	44 992	45 153
Dettes financières et options de vente à moins d'un an	274 140	381 109
Instrument financiers actif à moins d'1 an (1)	(632)	(8 491)
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif à moins d'un an	273 508	372 618
Total des dettes financières nets d'instruments financiers actif (1)	2 088 070	1 915 205
Total des options de vente	14 715	14 877
Total des passifs financiers nets d'instruments financiers Actif	2 102 786	1 930 081

(1) Au 30 juin 2024, les instruments financiers actifs s'élèvent à 19,7 millions d'euros (23,3 millions d'euros au 31 décembre 2023). Ils sont présentés dans les actifs non courants (cf. note 11) pour la part supérieure à 1 an (19,1 millions d'euros au 30 juin 2024) et dans les autres créances pour la part inférieure à un an (0,6 millions d'euros au 30 juin 2024).

La variation par nature des dettes financières nettes et options de vente s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	Dettes financières et options de vente > 1 an	Instruments financiers actif > 1 an	Obligations locatives > 1 an	Dettes financières et options de vente < 1 an	Instruments financiers actif < 1 an	Obligations locatives < 1 an	Total
Au 1er Janvier 2023	1 672 772	(37 571)	161 045	242 161	(1 527)	47 537	2 084 417
Emissions	164 010		43 955	6 067		4 909	218 941
Remboursements	(264 082)		(15 500)	(65 111)		(35 835)	(380 530)
Variations de change	10 152	0	(942)	(26 249)	(1)	(497)	(17 537)
Autres mouvements	(166 279)	22 744	(32 840)	179 089	(6 963)	29 038	24 789
Au 31 Décembre 2023	1 416 572	(14 827)	155 718	335 956	(8 491)	45 153	1 930 081
Emissions	319 527		26 085	51 353		3 082	400 047
Remboursements	(5 395)		(5 741)	(170 743)	(1 679)	(20 826)	(204 383)
Variations de change	(11 942)	(0)	515	(8 834)	(0)	(571)	(20 832)
Variations de périmètre	0		0	3 783		0	3 784
Autres mouvements	(26 171)	(4 257)	(20 260)	17 632	9 538	18 154	(5 911)
Au 30 Juin 2024	1 692 046	(19 084)	156 316	229 147	(632)	44 992	2 102 786

(en milliers d'euros)

	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Endettement brut	2 088 070	1 915 205
Trésorerie et équivalents de trésorerie (cf. note 13)	(522 931)	(493 547)
Endettement net	1 565 139	1 421 658

16.1.1. Dettes financières

Répartition des dettes financières par catégories et échéances

Au 30 Juin 2024 (en milliers d'euros)	Total	30 Juin 2025	30 Juin 2026	30 Juin 2027	30 Juin 2028	30 Juin 2029	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 813 428	146 692	339 401	49 962	35 972	731 111	510 289
Dont instruments financiers Actif	(19 716)	(632)	(1 225)	(2 303)	(14 051)	(1 505)	
Dont instruments financiers Passif	399	399					
Emprunts et dettes financières divers	20 403	14 544	3 931	608	668	294	358
Obligations locatives	201 309	44 992	33 778	23 352	17 172	13 385	68 630
Concours bancaires courants et découverts bancaires	52 930	52 930					
Dettes financières	2 088 070	259 159	377 110	73 921	53 813	744 790	579 277
dont NEU CP	462 500					462 500	

Au 31 Décembre 2023 (en milliers d'euros)	Total	31 Décembre 2024	31 Décembre 2025	31 Décembre 2026	31 Décembre 2027	31 Décembre 2028	Plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 613 499	233 105	213 222	145 751	30 421	451 229	539 769
Dont instruments financiers Actif	(23 318)	(8 491)		(2 991)	(10 454)		(1 382)
Dont instruments financiers Passif							
Emprunts et dettes financières divers	21 289	15 061	3 650	572	741	741	524
Obligations locatives	200 870	45 153	49 439	21 885	14 591	10 828	58 975
Concours bancaires courants et découverts bancaires	79 547	79 547					
Dettes financières	1 915 205	372 866	266 311	168 208	45 753	462 799	599 268
dont NEU CP	405 500					405 500	

Les dettes financières à moins d'un an sont principalement composées de lignes bilatérales en Afrique de l'Ouest, de dettes IFRS 16, ainsi que des soldes créditeurs de banque.

Caractéristiques des emprunts et dettes financières (devises et taux)

Selon la devise (après swap de devises) (en milliers d'euros)	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Euro	1 466 727	1 358 281
Dollar américain	40 134	37 609
Livre turque	43 489	14 708
Franc CFA	228 287	185 391
Franc suisse	214 016	212 451
Ouguiya mauritanien	56	70
Livre égyptienne	16 534	25 228
Roupie indienne	31 360	31 046
Tengué Kazakh	858	180
Real Brésilien	46 608	50 242
Total	2 088 070	1 915 205

Selon le taux (en milliers d'euros)	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Taux fixe	973 952	982 963
Taux variable	1 114 119	932 242
Total	2 088 070	1 915 205

Le taux d'intérêt moyen de l'endettement brut au 30 juin 2024 est de 4,6 %, en hausse de 60 points de base par rapport au 31 décembre 2023.

La maturité moyenne de la dette au 30 juin 2024 est égale à 4,9 ans (5,4 ans au 31 décembre 2023).

16.1.2. Les options de vente consenties aux minoritaires sur actions de filiales consolidées

Méthode comptable

En application des normes IAS 27 et IAS 32, les options de vente consenties à des tiers minoritaires de filiales consolidées par intégration globale sont enregistrées dans les passifs financiers pour la valeur actuelle de leur prix d'exercice estimé avec en contrepartie une réduction des intérêts minoritaires correspondants.

Le différentiel entre la valeur de l'option et le montant des intérêts minoritaires est constaté :

- en goodwill, pour les options émises avant le 1er janvier 2010,
- en diminution des capitaux propres - part du Groupe- pour les options émises après le 1er janvier 2010.

Aucun impact n'est enregistré dans le compte de résultat hormis l'impact de l'actualisation annuelle de la dette constatée dans le résultat financier ; le résultat - part du Groupe - reste calculé sur la base du pourcentage détenu dans les filiales concernées, sans prise en compte du pourcentage d'intérêt attaché aux options de vente.

Hypothèses, estimations et jugements

La dette est estimée en fonction des données contractuelles disponibles (prix, formule...) et tout autre élément pertinent pour son évaluation. Sa valorisation est revue à chaque clôture et les variations ultérieures de la dette sont constatées :

- soit en contrepartie du *goodwill* (options émises avant le 1er janvier 2010),
- soit en contrepartie des capitaux propres -part du Groupe- (options émises après le 1er janvier 2010).

Au 30 juin 2024, des actionnaires minoritaires ont exercé des options de vente pour un montant de 14,6 millions d'euros. Ce montant sera payé par le Groupe Vicat au cours du deuxième semestre du 2024.

16.2. Instruments financiers

Méthode comptable

Actifs financiers

Le Groupe classe ses actifs financiers, lors de leur comptabilisation initiale, conformément aux dispositions prévues par IFRS 9 qui repose sur une approche basée d'une part sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ces actifs et d'autre part sur le modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention.

En pratique, pour le groupe Vicat, le critère des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels conduit à distinguer d'une part les instruments de nature prêt ou créance, dont l'évaluation est fonction du modèle de gestion dans lequel s'inscrit leur détention, et d'autre part les instruments de capitaux propres.

La norme prévoit ainsi trois catégories pour les prêts et créances, chacune associée à un mode de gestion distinct :

- les actifs financiers évalués au coût amorti, dont l'objectif est de les détenir pour percevoir les flux de trésorerie contractuels. C'est le cas notamment de l'essentiel des prêts et des créances ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, dont l'objectif est de les détenir à la fois pour percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat pour ceux ne correspondant à aucun des deux modèles économiques ci-dessus.

Toutes les opérations d'achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisées à la date de transaction.

Les instruments de nature créance font l'objet d'une dépréciation sur la base des pertes de crédit attendues sur la totalité de la durée de vie de l'instrument, le risque de crédit étant appréhendé et apprécié sur la base de données historiques et des informations disponibles à la clôture.

Passifs financiers

Le Groupe classe ses passifs financiers non dérivés, lors de leur comptabilisation initiale, en passifs financiers évalués au coût amorti. Ils comprennent principalement les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires. Le Groupe n'a pas de passif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat.

Instruments dérivés et relations de couverture

Le Groupe utilise des instruments de couverture pour réduire son exposition aux variations de taux d'intérêts et de cours de change résultant de ses activités opérationnelles, de financement et d'investissement.

Ces opérations de couverture sont réalisées au moyen d'instruments financiers dérivés. Le Groupe utilise des swaps et caps de taux d'intérêts pour gérer son exposition aux risques de taux et des contrats de change à terme et swaps de devises pour couvrir l'exposition au risque de change.

Les instruments financiers dérivés sont utilisés par le Groupe exclusivement à des fins de couverture économique et aucun instrument n'est détenu à des fins spéculatives.

La comptabilité de couverture d'un actif, d'une dette, d'un engagement ferme ou d'un flux de trésorerie est applicable si :

- la relation de couverture est clairement définie et documentée à la date de sa mise en place ;
- l'efficacité de la relation de couverture est démontrée dès son origine, puis par la vérification régulière de la corrélation entre la variation de la valeur de marché de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert. La fraction inefficace de la couverture est systématiquement enregistrée en résultat.

Les instruments dérivés peuvent être désignés comme instruments de couverture selon le type de relation de couverture :

- la couverture de juste valeur est une couverture de l'exposition aux variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'une partie identifiée de cet actif ou de ce passif qui est attribuable à un risque particulier, notamment les risques de taux et de change et qui affecteraient le résultat net présenté ;
- la couverture de flux de trésorerie est une couverture de l'exposition aux variations de flux de trésorerie qui sont attribuables à un risque particulier associé à un actif ou passif comptabilisé ou à une transaction prévue (par exemple vente ou achat attendu, opération future "hautement probable") et qui affecterait le résultat net présenté.

L'application de la comptabilité de couverture entraîne les conséquences suivantes :

- en cas de documentation d'une relation de couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est comptabilisée en compte de résultat, venant se compenser avec la réévaluation à la juste valeur du risque couvert. Le résultat est impacté de la seule part inefficace de la couverture ;
- en cas de documentation d'une relation de couverture de flux de trésorerie, la variation de juste valeur du dérivé de couverture est enregistrée initialement en capitaux propres pour la part efficace et directement en compte de résultat pour la part inefficace de la variation. Les variations cumulées de la juste valeur de l'instrument de couverture précédemment enregistrées en capitaux propres sont transférées en compte de résultat au même rythme que les flux de trésorerie couverts.

Hypothèses, estimations et jugements

Actifs financiers

Les instruments de capitaux propres sont, en application d'IFRS 9, des actifs financiers évalués à la juste valeur, dont les variations sont à enregistrer en résultat ou en autre éléments du résultat global non recyclables en résultat, suivant l'option retenue à l'origine, titre par titre. Pour certains titres non consolidés non cotés, la méthode du coût a cependant été maintenue dans la mesure où elle constitue la meilleure approximation disponible de la juste valeur.

Instruments dérivés et relations de couverture

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur au bilan et sont estimés à partir des modèles de valorisation suivants :

- la valeur de marché des swaps de taux, swaps de change et des opérations d'achats/ventes à terme est calculée à partir d'une actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices présentés, retraités le cas échéant des intérêts courus non échus ;
- les options de taux sont réévaluées sur la base du modèle Black and Scholes en intégrant les paramètres de marché existants à la clôture.

Conformément à IFRS 13, les risques de contrepartie ont fait l'objet d'une estimation. L'impact de l'ajustement de crédit de valeur (CVA ou exposition en cas de défaut de la contrepartie) et de l'ajustement de débit de valeur (DVA ou exposition de la contrepartie en cas de défaut du Groupe) sur l'évaluation des instruments dérivés a été estimé en retenant une exposition au défaut calculée selon la méthode des "add-ons forfaitaires", une perte en cas de défaut de 40% et une probabilité de défaut déterminée à partir des ratings des banques ou de celui estimé du Groupe. L'impact sur la juste valeur n'est pas matériel et n'a pas été intégré à la valeur de marché des instruments financiers telle que présentée ci-dessus.

Le groupe Vicat a continué sans difficulté à gérer ses instruments de couverture et son risque de liquidité durant le semestre comme en témoignent les éléments ci-dessous :

Risque de change

Les activités du Groupe sont réalisées par des filiales qui opèrent essentiellement dans leur propre pays et dans leur propre monnaie. L'exposition du Groupe au risque de change est donc limitée. Les opérations d'importation et d'exportation effectuées par les sociétés dans des devises différentes de leur monnaie de compte sont, le plus souvent, couvertes par des opérations d'achat et de vente à terme de devises. Les financements intragroupes font l'objet, lorsque cela est possible, de couvertures de change par les sociétés lorsque la devise de l'emprunt est différente de la monnaie fonctionnelle.

Risque de taux

L'endettement à taux variable est couvert au moyen de caps sur des durées d'origine d'un, cinq, sept et dix ans.

Le Groupe est exposé à un risque de taux d'intérêt sur ses actifs et passifs financiers et ses liquidités. Cette exposition correspond aux risques de cours pour les éléments d'actif et de passif financier à taux fixe, et aux risques de flux de trésorerie liés aux éléments d'actif et de passif à taux variable.

Risque de liquidité

Durant le premier semestre 2024 le Groupe a :

- augmenté son programme de NEU CP de 50 millions d'euros. Le montant du programme est ainsi passé de 550 millions d'euros à 600 millions d'euros. Au 30 juin 2024, ce programme est utilisé à hauteur de 462,5 millions d'euros. Les NEU CP qui constituent des instruments de crédit court terme sont adossés à des lignes de financement confirmées pour le montant émis et sont classés comme tels en dettes à

moyen terme dans le bilan consolidé. Le risque lié à l'impossibilité de placer les NEU CP sur le marché est couvert par des lignes de crédit confirmées non utilisées pour un montant équivalent.

- finalisé la mise en place d'une nouvelle ligne bilatérale bancaire de 50 millions d'euros à échéance 3 ans.

Le Groupe dispose, au total, de lignes de financement confirmées, non utilisées et non affectées à la couverture du risque de liquidité sur les NEU CP pour un montant de 399 millions d'euros au 30 juin 2024 (683 millions d'euros au 31 décembre 2023).

Certains contrats de financement à moyen ou long terme contiennent des clauses particulières (covenants) imposant notamment le respect de ratios financiers, déclarés tous les semestres, et pouvant conduire à une demande de remboursement anticipé (clause d'accélération) en cas de non-respect. Ces covenants portent notamment sur des ratios relatifs à la rentabilité ("leverage" correspondant à l'endettement net / EBITDA consolidé) et à la structure financière ("gearing" correspondant à l'endettement net / capitaux propres consolidés) du Groupe ou des filiales concernées. Pour les besoins du calcul des covenants, l'endettement net est déterminé hors options de vente accordées aux minoritaires. Par ailleurs, la marge appliquée à certains financements est fonction du niveau atteint sur l'un de ces ratios.

Compte tenu du nombre réduit de sociétés concernées, pour l'essentiel Vicat SA société mère du groupe, du faible niveau de "gearing" (51,2%) et de "leverage" (2,01%), et de la liquidité du bilan du groupe, l'existence de ces covenants ne constitue pas un risque sur la situation financière du groupe. Au 30 juin 2024, le Groupe respecte l'ensemble des ratios visés par les covenants contenus dans les contrats de financement.

Le portefeuille d'instruments financiers dérivés est le suivant au 30 juin 2024 :

<i>(en milliers de devises)</i>	Valeur nominale (devise)	Valeur nominale (euro)	Valeur de marché (euro)	Maturité résiduelle		
				< 1 an (euro)	1 - 5 ans	> 5 ans (euro)
Couverture de flux de trésorerie						
Instruments de taux d'intérêt						
- Caps Euro	605 000 €	605 000	19 731	647	19 084	
Instruments de change						
Couverture du risque de change sur financements intra-groupe						
- VAT \$	133 000 \$	124 241	12	12		
Couverture du risque de change sur paiement de dividendes						
- VAT \$	29 355 \$	27 422	(411)	(411)		
TOTAL		756 663	19 332	248	19 084	

En application d'IFRS 7, la répartition des instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière consolidé selon leur niveau hiérarchique de juste valeur est la suivante au 30 juin 2024 :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 Juin 2024
Niveau 1 : instruments cotés sur un marché actif	-
Niveau 2 : valorisation s'appuyant sur des données de marché observables	19,3
Niveau 3 : valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables (cf. note 11)	54,7

NOTE 17 – FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024	31 Décembre 2023
Ouverture	503 490	540 374
Variations	7 963	(12 222)
Variations de change	(8 831)	(25 632)
Variations de périmètre	(1 894)	481
Autres mouvements	(1 405)	490
Clôture	499 323	503 490

NOTE 18 - FLUX DE TRÉSORERIE

18.1 Flux nets de trésorerie générés par les activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation réalisées au 30 juin 2024 par le Groupe se sont élevés à 177 millions d'euros contre 215 millions d'euros au 30 juin 2023.

Cette diminution des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles entre les premiers semestres 2024 et 2023 provient principalement de la variation du besoin en fonds de roulement de (92) millions d'euros par rapport au premier semestre 2023, partiellement compensée par la hausse de la capacité d'autofinancement de 54 millions d'euros par rapport au premier semestre 2023.

<i>(en milliers d'euros)</i>	BFR 1er Janvier 2023	Variation BFR	Autres variations	BFR 31 Décembre 2023	Variation BFR	Autres variations	BFR 30 Juin 2024
Stocks	560 794	29 252	(21 341)	568 705	12 759	(15 065)	566 400
Clients et autres débiteurs	728 585	25 914	(55 340)	699 160	112 741	(26 143)	785 758
Fournisseurs et autres créditeurs	(817 111)	(74 530)	58 145	(833 497)	(9 388)	25 500	(817 385)
BFR	472 268	(19 364)	(18 536)	434 368	116 112	(15 708)	534 773

18.2 Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement réalisées au 30 juin 2024 par le Groupe se sont élevés à (200) millions d'euros contre (154) millions d'euros au 30 juin 2023.

Acquisitions d'investissements incorporels et corporels

Ils intègrent les décaissements nets effectués pour les investissements industriels (185,9 millions d'euros au 30 juin 2024 et 143,8 millions d'euros au 30 juin 2023) correspondant pour l'essentiel aux premiers semestres 2024 et 2023, à des investissements réalisés au Sénégal, en France et aux Etats-Unis.

Acquisitions / cessions de participations

Les opérations d'acquisition/cession de participation réalisées au cours du premier semestre 2024 se sont traduites par un décaissement global de (10) millions d'euros ((9,5) millions d'euros au 30 juin 2023), principalement lié à l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle.

Méthode comptable

Conformément à la norme IFRS 8 "Secteurs opérationnels", l'information sectorielle a été définie sur la base des données issues du reporting interne. Cette information est celle utilisée par la Direction Générale qui met en œuvre la stratégie définie par le Président du Conseil d'Administration, pour la mesure de la performance économique du Groupe et l'allocation des investissements et ressources aux zones géographiques et aux activités.

Les secteurs opérationnels déterminés en application d'IFRS 8 sont constitués des 6 zones géographiques suivantes dans lesquelles le Groupe exerce ses activités et qui peuvent regrouper, comme le permet la norme IFRS 8, les pays présentant des similitudes :

- la France,
- la zone Europe (hors France) regroupant la Suisse et l'Italie,
- la zone Amériques regroupant les Etats-Unis et le Brésil,
- la zone Asie regroupant l'Inde et le Kazakhstan,
- la zone Méditerranée composée de la Turquie et de l'Egypte,
- la zone Afrique, réunissant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.

Cette organisation par zones géographiques permet d'appréhender la nature et les impacts financiers des environnements économiques dans lesquels le Groupe opère et traduit bien son organisation matricielle ainsi que la prédominance des aspects géographiques dans les analyses stratégiques présentées à la Direction Générale. Une information additionnelle plus synthétique est présentée par secteurs d'activité.

Les indicateurs de gestion présentés au titre de ces secteurs opérationnels ont été adaptés pour être en cohérence avec ceux suivis par la Direction Générale tout en respectant les informations requises par IFRS 8 : Chiffre d'affaires opérationnel et consolidé, EBITDA et EBIT courant, Actifs non courants, Capitaux nets investis, Investissements industriels, Dotation nette aux amortissements des immobilisations et Effectifs.

Les indicateurs de gestion suivis dans le cadre du reporting interne sont identiques à l'ensemble des secteurs opérationnels définis ci-dessus et sont déterminés conformément aux principes IFRS appliqués par le Groupe pour ses états financiers consolidés.

Information par secteur géographique

L'information relative aux zones géographiques est présentée selon l'implantation géographique des entités concernées.

30 Juin 2024 <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie	Méditer- ranée	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	616 551	198 285	493 772	243 074	221 986	198 309	1 971 977
Eliminations inter-pays	(22 702)	(1 557)		(760)	(7 745)	(1 922)	(34 687)
Chiffre d'affaires consolidé	593 849	196 728	493 772	242 314	214 241	196 387	1 937 290
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	98 615	45 907	106 176	45 569	24 903	31 990	353 159
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	44 914	28 815	63 262	29 853	12 069	8 860	187 773
Bilan :							
Total des actifs non courants	959 916	648 684	1 336 453	632 926	368 935	724 799	4 671 714
Capitaux nets investis (1)	895 811	587 145	1 097 712	629 477	440 829	761 973	4 412 946
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	53 694	12 742	41 214	14 033	10 609	87 617	219 910
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(51 602)	(17 183)	(41 266)	(15 963)	(11 669)	(18 730)	(156 413)
Effectif moyen	3 236	693	2 311	1 201	1 539	975	9 955

30 Juin 2023 <i>(en milliers d'euros sauf effectifs)</i>	France	Europe (hors France)	Amériques	Asie	Méditer- ranée	Afrique	Total
Compte de résultat :							
Chiffre d'affaires opérationnel	654 034	196 581	450 418	232 956	195 979	207 796	1 937 764
Eliminations inter-pays	(23 887)	(1 324)		(53)		(206)	(25 469)
Chiffre d'affaires consolidé	630 147	195 257	450 418	232 903	195 979	207 591	1 912 294
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	105 760	46 016	83 653	31 783	20 789	26 469	314 469
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	58 007	28 893	44 948	15 174	11 721	7 500	166 243
Bilan :							
Total des actifs non courants	944 989	659 405	1 378 464	650 578	310 614	616 360	4 560 411
Capitaux nets investis (1)	876 083	593 556	1 113 973	653 751	337 510	653 894	4 228 765
Autres informations :							
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	52 890	8 053	48 360	4 962	8 154	39 818	162 237
Dotation nette aux amortissements des immobilisations	(47 640)	(17 525)	(35 607)	(16 058)	(8 952)	(17 919)	(143 701)
Effectif moyen	3 305	702	2 267	1 225	1 411	967	9 877

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

Informations par activité

30 Juin 2024 <i>(en milliers d'euros)</i>	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
Compte de résultat :				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 232 494	744 788	239 140	2 216 422
Eliminations inter – secteurs	(182 215)	(27 617)	(69 301)	(279 133)
Chiffre d'affaires consolidé	1 050 279	717 171	169 840	1 937 290
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	262 704	74 847	15 609	353 159
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	154 219	27 010	6 544	187 773
Bilan :				
Capitaux nets investis (1)	3 222 943	1 051 464	138 539	4 412 946

30 Juin 2023 <i>(en milliers d'euros)</i>	Ciment	Béton et granulats	Autres produits et services	Total
Compte de résultat :				
Chiffre d'affaires opérationnel	1 235 638	707 793	231 962	2 175 394
Eliminations inter – secteurs	(177 691)	(16 468)	(68 941)	(263 100)
Chiffre d'affaires consolidé	1 057 947	691 326	163 021	1 912 294
EBITDA (cf. Définition des indicateurs de gestion)	224 304	73 975	16 190	314 469
EBIT Courant (cf. Définition des indicateurs de gestion)	129 643	28 461	8 139	166 243
Bilan :				
Capitaux nets investis (1)	3 060 599	1 013 446	154 721	4 228 765

(1) Les capitaux nets investis correspondent au cumul des actifs non courants, des actifs et passifs destinés à la vente et du besoin en fonds de roulement, sous déduction des provisions et des impôts différés.

NOTE 19 - TRANSACTIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES

Outre les informations requises pour les parties liées au titre des principaux dirigeants, les parties liées avec lesquelles des transactions sont effectuées incluent les entreprises associées et les coentreprises dans lesquelles Vicat détient directement ou indirectement une participation, et des entités qui détiennent une participation dans Vicat.

Ces transactions ne sont pas significatives sur les périodes présentées, et sont effectuées aux conditions normales du marché.

L'ensemble de ces opérations a été recensé conformément aux transactions prévues par la norme IAS 24 et leur incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 30 juin 2024 et 2023 est la suivante par nature de partie liée :

<i>(en milliers d'euros)</i>	30 Juin 2024				30 Juin 2023			
	Ventes	Achats	Créances	Dettes	Ventes	Achats	Créances	Dettes
Entreprises associées	5 992	4 237	11 218	2 729	2 190	843	6 481	1 598
Autres parties liées		659				558		
Total	5 992	4 896	11 218	2 729	2 190	1 401	6 481	1 598

NOTE 20 - ÉVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes consolidés arrêtés au 30 juin 2024.

NOTE 21 - LISTE DES PRINCIPALES SOCIETES CONSOLIDEES AU 30 JUIN 2024

Intégration globale : France

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 Juin 2024	31 Décembre 2023
VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	-	-
AGENCY BULK CHARTERING VICAT	FRANCE	NANTES	49,99	49,99
ANNECY BETON CARRIERES	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,98	49,98
LES ATELIERS DU GRANIER	FRANCE	CHAPAREILLAN	99,98	99,98
BETON VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
BETON TRAVAUX	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
CENTRE D'ETUDE DES MATERIAUX ET DES BETONS	FRANCE	FILLINGES	100,00	79,99
DELTA POMPAGE	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
GRANULATS VICAT	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98
PARFICIM	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATMA	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	100,00	100,00
SATM	FRANCE	CHAMBERY	99,98	99,98
SIGMA BETON	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,99	99,99
VICAT PRODUITS INDUSTRIELS	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	99,98	99,98

Intégration globale : Etranger

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 Juin 2024	31 Décembre 2023
CIPLAN	BRESIL	BRASILIA	76,50	76,18
SINAI CEMENT COMPANY	EGYPTE	LE CAIRE	67,18	67,18
JAMBYL CEMENT PRODUCTION COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
MYNARAL TAS COMPANY LLP	KAZAKHSTAN	ALMATY	90,00	90,00
BUILDERS CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
KIRKPATRICK	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF ALABAMA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	ALABAMA	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY INC	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL CEMENT COMPANY OF CALIFORNIA	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	DELAWARE	100,00	100,00
NATIONAL READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
VIKING READY MIXED	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	CALIFORNIA	100,00	100,00
WALKER CONCRETE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE	GEORGIA	100,00	100,00
CEMENTI CENTRO SUD Spa	ITALIE	GENOVA	100,00	100,00
CIMENTS & MATERIAUX DU MALI	MALI	BAMAKO	94,90	94,90
GECAMINES	SENEGAL	THIES	100,00	100,00
POSTOUDIOKOUL	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	100,00	100,00
SOCOCIM INDUSTRIES	SENEGAL	RUFISQUE (DAKAR)	99,90	99,90
ALTOLA AG	SUISSE	OLTEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
KIESWERK AEBISHOLZ AG	SUISSE	AEBISHOLZ (SOLEURE)	100,00	100,00
BETON AG BASEL	SUISSE	BALE	100,00	100,00
BETON AG INTERLAKEN	SUISSE	INTERLAKEN (BERN)	75,42	75,42
BETONPUMPEN OBERLAND SA AARETAL	SUISSE	WIMMIS (BERN)	82,46	82,46
EMME KIES + BETON AG	SUISSE	LÜTZELFLUH (BERN)	66,67	66,67
FRISCHBETON AG ZUCHWIL	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	88,94	88,94
FRISCHBETON LANGENTHAL AG	SUISSE	LANGENTHAL (BERN)	81,17	81,17
FRISCHBETON THUN AG	SUISSE	THOUNE (BERN)	53,48	53,48
KIESTAG KIESWERK STEINIGAND AG	SUISSE	WIMMIS (BERN)	98,55	98,55
KIES NEUENDORF AG	SUISSE	NEUENDORF (SOLEURE)	50,00	50,00
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	(1)	50,00
SHB STEINBRUCH + HARTSCHOTTER WERK BLAUSEE MITHOLZ AG	SUISSE	KANDERGRUND (BERN)	98,55	98,55
SOLOTHURNER ENTSORGUNGS GESELLSCHAFT AG	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
SONNEVILLE AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON JURA SA	SUISSE	BELPRAHON (BERN)	84,81	84,81
VIGIER BETON KIES SEELAND AG	SUISSE	LYSS (BERN)	100,00	100,00
VIGIER BETON MITTELLAND AG	SUISSE	FLUMENTHAL (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER BETON ROMANDIE SA	SUISSE	ST. URSEN (FRIBOURG)	100,00	100,00
VIGIER BETON SEELAND JURA AG	SUISSE	SAFNERN (BERN)	96,12	96,12
VIGIER CEMENT AG	SUISSE	PERY-LA HEUTTE (BERN)	100,00	100,00
VIGIER HOLDING AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER MANAGEMENT AG	SUISSE	DEITINGEN (SOLOTHURN)	100,00	100,00
VIGIER RAIL AG	SUISSE	MÜNTSCHEMIER (BERN)	100,00	100,00
VIGIER TRANSPORT AG	SUISSE	BÉLLACH (SOLEURE)	100,00	100,00
VITRANS AG	SUISSE	PERY-LA HEUTTE (BERN)	100,00	100,00
BASTAS BASKENT CIMENTO	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BASTAS HAZIR BETON	TURQUIE	ANKARA	91,60	91,60
BIKILTAS	TURQUIE	KONYA	100,00	100,00
KONYA CIMENTO	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
KONYA HAZIR BETON	TURQUIE	KONYA	83,08	83,08
TAMTAS	TURQUIE	ANKARA	100,00	100,00
MAURICIM	MAURITANIE	NOUAKCHOTT	100,00	100,00
BHARATHI CEMENT	INDE	HYDERABAD	51,02	51,02
KALBURGI CEMENT	INDE	HYDERABAD	99,99	99,99

(1) Entité passée en Mise en équivalence

Mise en équivalence : France

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 Juin 2024	31 Décembre 2023
ALTèreNATIVE	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	49,99	49,99
BIOVAL	FRANCE	L'ISLE D'ABEAU	50,00	50,00
CARRIERES BRESSE BOURGOGNE	FRANCE	EPERVANS	33,28	33,28
DRAGAGES ET CARRIERES	FRANCE	EPERVANS	49,98	49,98
SABLIERS DU CENTRE	FRANCE	LES MARTRES D'ARTIERE	49,99	49,99
SCI ABBE CALES	FRANCE	CHAMBERY	69,99	69,99
EST LYONNAIS GRANULATS	FRANCE	DIJON	33,33	33,33

Mise en équivalence : Etranger

SOCIETE	PAYS	VILLE	% d'intérêt	
			30 Juin 2024	31 Décembre 2023
HYDROELECTRA	SUISSE	AU (ST. GALLEN)	50,00	50,00
GRAVIERE DE LA-CLAIE-AUX-MOINES	SUISSE	SAVIGNY	35,00	35,00
PROBETON	SUISSE	VERNIER	50,20	50,20
SABLES + GRAVIERS TUFFIERE SA	SUISSE	HAUTERIVE (FRIBOURG)	50,00	(1)
VACARBO AG	SUISSE	LUTERBACH	50,00	50,00
VITO RECYCLING SA	SUISSE	PERY-LA HEUTTE (BERN)	50,00	50,00
SILO TRANSPORT AG	SUISSE	BERN	50,00	50,00
SINAI WHITE CEMENT	EGYPTE	LE CAIRE	17,06	17,06
PLANALTO	BRESIL	BRASILIA	37,49	37,33

(1) Entité en intégration globale en 2023



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIÈRE SEMESTRIELLE 2024

Vicat SA

4 rue Aristide Bergès - 38080 L'Isle d'Abeau

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'Information financière semestrielle 2024

Période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Vicat S.A., relatifs à la période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les commissaires aux comptes,

Lyon, le 25 juillet 2024

KPMG SA

Philippe Massonnat

Associé

Chamalières, le 25 juillet 2024

Wolff et Associés S.A.S.

Grégory Wolff

Associé



DÉCLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

"J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité, ci-joint en page 3 et suivantes, présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice."

L'Isle d'Abeau, le 25 juillet 2024

Guy Sidos

Président Directeur-Général



Société anonyme au capital de 179 600 000 euros
Siège social : Les 3 Vallons – 4 rue Aristide Bergès 38080 L'Isle d'Abeau
Tél. : +33 (0)4 74 27 59 00- Fax : +33 (0)4 74 18 41 15
RCS Vienne 057 505 539 - SIREN 057 505 539